

Libération

DATA CENTERS LA RUEE VERS L'OCTET

Symboles de dynamisme économique et de la révolution IA, nouveaux graals des municipalités, ces entrepôts à serveurs énergivores prolifèrent. Sans que leur impact écologique ne soit toujours anticipé. Enquête à Marseille. **PAGE 2-5**



La salle des serveurs de Phocée DC, en mars à Marseille. PHOTO OLIVIER MONGE

ISRAËL-IRAN Trump au centre de la tension

PAGES 6-7



Donald Trump, mercredi à la Maison Blanche. PHOTO EVAN VUCCI. AP



CLAIRE BRAUD

ENQUÊTE Prostitution des mineures : la faillite de l'aide sociale à l'enfance

PAGES 10-12

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Risques

Ils poussent comme des champignons et seront sans doute, un jour, les vestiges urbanistiques de la révolution technologique en cours. Comme le sont aujourd'hui autour de Birmingham ces énormes cheminées de briques qui rappellent que l'Angleterre fut un des berceaux de la révolution industrielle dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ces champignons, des hangars en réalité plus ou moins mausés, s'appellent des data centers et abritent les serveurs qui servent à stocker nos données numériques. Ils poussent bien sûr à travers toute la planète, et la France, qui en compte déjà 322 à ce jour et se situe au sixième rang mondial en nombre de data centers sur son territoire, n'a pas l'intention de laisser sa part au chat. En février, Emmanuel Macron a annoncé que 100 milliards d'investissements seraient consacrés au développement de cette filière. C'était lors d'un sommet consacré à l'intelligence artificielle, ce qui n'a rien d'un hasard.

Se pencher comme *Libération* le fait aujourd'hui sur leur prolifération, c'est un peu comme s'installer, puisque c'est la période, devant une copie d'examen, sans que l'on sache si c'est une épreuve d'économie, de géographie, de technologie, de sciences de l'environnement, voire d'urbanisme. C'est en réalité, puisque tous ces aspects s'entrecroisent, un sujet de philosophie autour de la notion de progrès. La vitesse avec laquelle les data centers vont s'implanter dans nos paysages n'est qu'une traduction physique de l'incroyable rapidité avec laquelle l'intelligence artificielle est en train de s'imposer. Avec évidemment ses opportunités, scientifiques, économiques. Mais aussi ses risques. Ceux, environnementaux (émission de gaz à effets de serre, consommation en eau, production massive d'électricité et on en passe), sont à la fois bien identifiés et loin d'être résolus. Quant à ceux qui sont mal identifiés, que l'on ne veut pas voir, ou que l'on ne peut pas encore voir... ◀

DATA CENTERS

Marseille, nouvel eldorado ou miroir aux alouettes ?

ENQUÊTE

Encouragés par les pouvoirs publics, les centres de données essaient dans la ville, devenue en dix ans l'un des plus gros hubs numériques au monde. Mais l'impact de ces hangars, hyper gourmands en électricité et en eau, inquiète les riverains.

Par

ARTHUR CERF

Envoyé spécial à Marseille

Photos **OLIVIER****MONGE. MYOP**

C'est l'une de ces fresques qu'on regarde en silence, sans trop savoir quoi en dire. A l'entrée de Phœcia DC, un data center dans le 3^e arrondissement de Marseille, une peinture murale représente une déesse, Phœcia donc, protectrice de la cité, et, puisqu'il faut bien vivre avec son époque, grande gardienne de la souveraineté numérique. Une sorte de Wonder Woman avec un petit côté technicien qui vient vous installer la fibre – casque, bouclier et au niveau de la ceinture, des fils noirs qui partent dans toutes les directions.

«C'est pour les câbles sous-marins...» précise le directeur technique de ce data center, le petit dernier dans la préfecture des Bouches-du-Rhône – un centre de données «à taille humaine», «familial» même. Comprendre : il y a data center et data center. Et de fait, il y en a de plus en plus... En dix ans, Marseille est devenu un eldorado pour ces blocs en béton sans âme qui abritent de grandes armoires noires, dans lesquelles s'entassent

des serveurs, destinés à stocker et faire circuler les données qui font nos vies à l'ère de technocapitalisme.

Ils fleurissent un peu partout. On en compte neuf au total, selon le dernier pointage de *Data Center Magazine* («DC Mag» pour les intimes,

la revue des fans hardcore de l'industrie), dont pas moins de quatre dans la zone portuaire, y compris dans une ancienne base de sous-marins. En attendant un cinquième en travaux sur le site d'un ancien silo à sucre et un mastodonte dans la commune de Bouc-Bel-Air. Et



L'arrière d'un serveur dans le data center Interxion.



Le centre MRS3, installé dans une ancienne base de sous-marins.

même, pendant un temps, un projet de centre de données flottant sur la Méditerranée, lequel semble aujourd'hui à l'arrêt. Avec le déferlement de l'intelligence artificielle, ils charrient fantasmes, illusions, inquiétudes, défis, conflits et questions à venir. A commencer par



Dans le complexe de Digital Realty, sur le port de commerce, le 28 février.

à Marseille.

celle-ci: comment la ville de Marseille s'est-elle transformée en quai des octets ?

Le sujet passionne Yves Grandmontagne, rédacteur en chef de *DC Mag*. «Il y a trente ans, les entreprises avaient leurs salles informatiques, rappelle-t-il. Avec le développement d'Internet, les data centers ont commencé à se multiplier aux Etats-Unis, puis en Europe, aux Pays-Bas, en Irlande, au Royaume-Uni...» Et maintenant à Marseille, donc. «Marseille, c'est un tout petit centre, mais un carrefour mondial sur le flux de données, explique-t-il. Typiquement, c'est un chemin intermédiaire entre le nord de l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie.» Depuis le début des années 2010, l'arrivée de seize câbles sous-marins, ces tuyaux qui assurent 99% du trafic internet, a fait de la ville le sixième hub numérique mondial.

«Un fait de gloire»

Le premier data center ouvre à Marseille en 2012. Puis, le géant américain Digital Realty, spécialisé dans le data center de colocation – soit l'hébergement d'infrastructures informatiques pour une entreprise –

crée MRS1 en 2014, MRS2 en 2018, MRS3 en 2020 puis MRS4 en 2022. Et cela pourrait continuer. Lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, en février, Emmanuel Macron annonçait 109 milliards d'euros d'investissements privés dans la construction de grands data centers dédiés à l'IA. L'article 15 de la loi de simplification de la vie économique prévoit la possibilité de contourner les règles d'urbanisme pour développer les data centers. Yves Grandmontagne a les yeux rivés sur le bassin méditerranéen. «Sur Marseille, il y a un énorme potentiel...»

Mélange de position stratégique, d'infrastructures portuaires et industrielles abordables et, il faut bien le dire, d'une certaine volonté politique de faire la French Tech à Marseille. «Dans une fuite en avant liée au ras-le-bol du Marseille-bashing, Jean-Claude Gaudin a ouvert la porte aux bateaux de croisière et aux data centers, comment Sébastien Barles, adjoint à la mairie chargé de la transition écologique, qui s'est emparé du sujet des centres de données. Devenir un hub numérique, c'était une forme de fierté, un fait de gloire et un moyen de renaître pour un territoire qui a été victime d'une crise industrielle très forte.» Suite page 4

NUMÉRO 6 MONDIAL, LA FRANCE POURRAIT TRIPLER SA PUISSANCE D'ICI 2033

Selon le dernier pointage effectué par la plateforme dédiée Cloudscene, la France hébergerait 322 data centers, au sixième rang mondial derrière les Etats-Unis (5 427) et la Chine (449). Bon nombre sont logés en région parisienne (136) – la capitale en accueille 13 à elle seule, mais compte tenu de la densité urbaine, ils sont de taille modeste. Marcoussis (Essonne), au sud de la capitale, en héberge aussi 13, le foncier y étant bien plus abordable. Ailleurs en France, des métropoles ont aussi leur quota, comme Marseille (9), Strasbourg (6), ou la technopole Sophia-Antipolis (6), selon les données de Data Center magazine spécialisé DC Mag. Le reste des data centers est épars à l'unité à travers le territoire. Selon une étude du cabinet EY, la puissance installée en France pourrait tripler d'ici 2033, pour passer

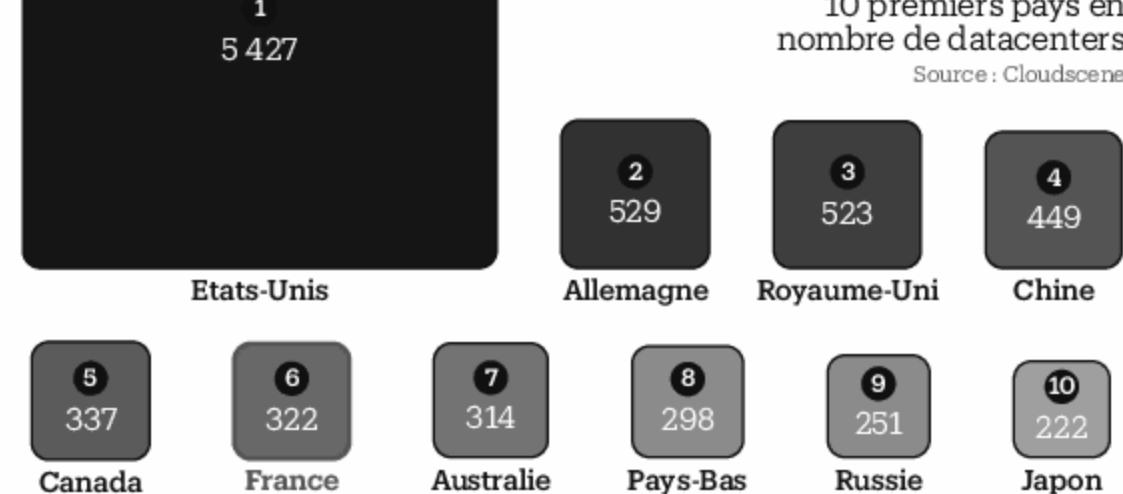
de 600 mégawatts actuellement à 1,8 gigawatt. En février, lors d'un sommet dédié à l'intelligence artificielle au Grand Palais, à Paris, plus de 100 milliards d'investissements à venir ont été annoncés. Rien qu'à Rungis, importante plateforme logistique située au sud de la capitale, un méga data center de 130 mégawatts semble dans les cartons. Evidemment, il va falloir beaucoup de jus pour faire fonctionner toutes ces bécane énergivores – c'est d'ailleurs parce que la France bénéficie d'une grande puissance électrique qu'elle est une terre d'accueil des data centers. Ce tournant n'est pas sans lien avec la volonté d'Emmanuel Macron, formulée en 2022, de relancer la filière des réacteurs nucléaires EPR, en dépit du fiasco de celui de Flamanville. Avec six nouvelles centrales à construire à l'horizon 2038,

il s'agirait d'investir entre 70 et 80 milliards d'euros, pas moins. Sur l'ensemble de la planète, 5 000 data centers consomment à eux seuls 2% de l'électricité mondiale – 11% en France, leur empreinte carbone a doublé en deux ans selon l'Ademe. C'est pourquoi ils représentent déjà 0,3% des émissions de gaz à effet de serre, essentiellement parce que ceux installés en Chine sont alimentés par des centrales à charbon. Ils sont aussi gourmands en eau, pour refroidir les machines. Aux Etats-Unis, Google a admis en 2024 pomper 28 milliards de litres par an, dont les deux tiers pour ses data centers. En France, leurs prélevements annuels sont estimés 681 000 mètres cubes par l'Arcep, mais dix fois plus avec la consommation indirecte, soit l'équivalent de 100 000 individus.

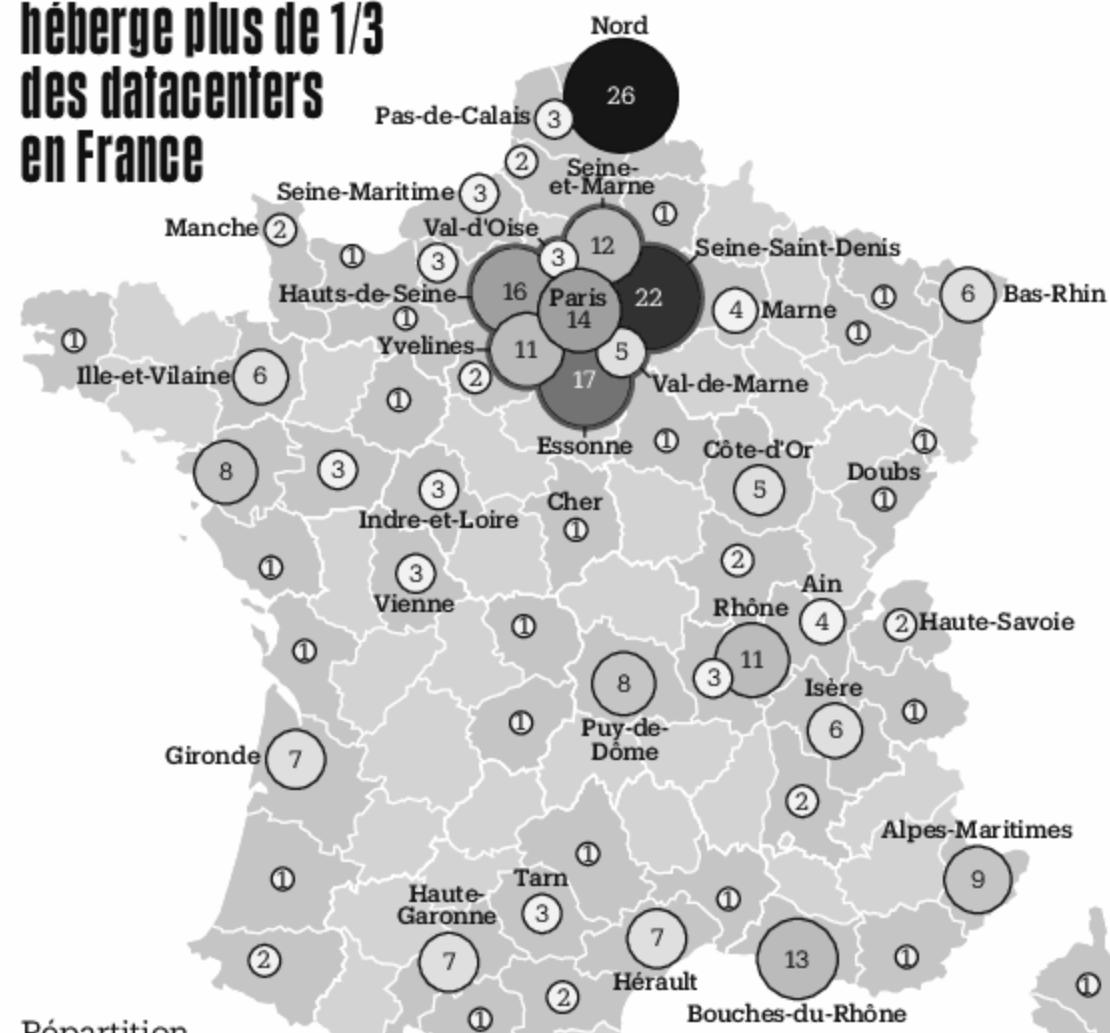
RENAUD LE CADRE
Infographies ALICE CLAIR

La France est à la 6^e place en nombre de datacenters

10 premiers pays en nombre de datacenters
Source : Cloudscene



L'Ile-de-France héberge plus de 1/3 des datacenters en France





Le système d'extinction d'incendie à l'azote, chez Phoebe DC. PHOTO OLIVIER MONGE. MYOP

Suite de la page 3 A titre d'exemple, en janvier 2023, Martine Vassal, présidente de la métropole Aix-Marseille, présentait ses vœux à la presse depuis MRS3, le data center de Digital Realty installé dans une ancienne base de sous-marins de la Seconde Guerre mondiale. Antoine Devillet, chercheur en philosophie au sein du Bureau des guides du GR2013, organise des marches pour sensibiliser les habitants aux enjeux de la sobriété numérique. Rendez-vous fixé dans la zone arrière portuaire, dans le 15^e arrondissement, au bout de Smartseille, la promesse made in Eiffage d'un écoquartier où bureaux, logements sociaux et projets citoyens doivent cohabiter dans un décor de dystopie molle. «Marseille se réinvente, et vous?» demande un panneau publicitaire.

Un peu plus loin, sur une porte, un tag dit : «NIK LES PORTES.» «Ici, on voit bien qu'il y a une volonté de faire une smartcity qui se construit sur la destruction des modes de vitalité populaires locaux», expose-t-il en préambule. C'est un modèle de transformation urbaine où on laisse pourrir les quartiers et une fois qu'ils sont bien pourris, on rase et on construit du nouveau.» Il y a quelques années, dans le cadre d'une balade sur la transition du port de Marseille, il visitait un data center de Digital Realty. «On était à peine rentrés qu'ils nous répétaient à quel

point c'était hyper vert, sans rien nous expliquer sur le fonctionnement des centres, s'amuse-t-il. Puis, quand il y a eu des questions un peu pointues, ils ont botté en touche. Un truc qu'ils aiment bien faire, c'est dire qu'ils ne font que répondre à une demande, ils se présentent comme des constructeurs de ponts, qui s'inscrivent dans une grande lignée d'infrastructures...»

Une conso électrique «gigantesque»

Sous un pont en béton, le chercheur s'arrête un moment pour faire entendre le ruissellement d'une eau. Pour refroidir ses data centers, Digital Realty utilise l'eau de la galerie de la Mer, une galerie souterraine creusée à la fin du XIX^e siècle pour évacuer les eaux d'une ancienne mine de charbon à Gardanne, de l'autre côté du massif de l'Etoile. «Il y avait d'autres usages potentiels de ce volume d'eau», souligne Antoine Devillet. Une commune a dit qu'elle pourrait en avoir besoin pour relancer une agriculture de proximité, la mairie des 15^e et 16^e arrondissements a dit qu'elle s'intéressait à un réseau d'eau non potable pour l'arrosage des espaces verts... Finalement, c'est Digital Realty qui a gagné le volume d'eau.»

Dans l'Essonne, Amazon esquive la case consultation

A Wissous, le chantier d'un méga data center va entrer dans sa troisième phase, sans avoir fait l'objet d'une enquête publique auprès des riverains, malgré une vive opposition au projet.

Il pèsera 60 mégawatts (MW) à lui tout seul. Le data center de Wissous (Essonne), conçu par la société américaine CyrusOne pour le compte d'Amazon qui tente de s'imposer dans le *cloud computing*, s'apprête à entrer dans sa troisième phase de construction mais, minore CyrusOne, «il ne sera pas le plus grand data center de France, loin de là». L'entreprise, troisième opérateur mondial du secteur, estime que sa puissance effective moyenne sera seulement de 40 MW, et l'ex-maire divers droite de Wissous, Florian Gallant, qui a suivi tout le processus avant de démissionner début juin pour des raisons de santé, reste mesuré face au projet. Et l'évalue plutôt entre 80 et 100 MW. Des mensurations qui peuvent sembler modestes comparées au colossal projet du fond émirati MGX, associé à Mistral AI, d'ériger un centre de données géant de 1,4 gigawatt en Seine-et-Marne. Mais, à Wissous, on parle tout de même d'une infrastructure engloutissant l'équivalent de la consommation d'une ville de 60000 habitants, alors que la commune n'en compte que 7000.

Quoi qu'il en soit, à plus de 50 MW, il aurait fallu obtenir une autorisation en bonne et due forme de la mairie et la préfecture, après dé-

clenchement d'une enquête publique avec cahier de doléances ouvert aux riverains éventuellement mécontents. CyrusOne, racheté en 2021 par le fonds d'investissement KKR, et Amazon ont donc opté pour saucissonner leur projet en trois phases de développement. Une première où il suffit d'une simple déclaration en préfecture; une deuxième où il faut alors obtenir un enregistrement. La phrase 3, elle, ne fait pas l'objet de plus de contraintes réglementaires. Le code de l'environnement est pourtant formel (article L122-1): «Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité.» Pas question de le découper en tranches, donc.

Détournement. En janvier, le tribunal administratif déboutait pourtant une association de riverains, Wissous Notre Ville, qui dénonçait ce saucissonnage. En des termes semblant peu compatibles avec l'esprit sinon la lettre du code de l'environnement: «Chacune de ces phases de développement du projet de centre de données informatiques est autonome et tient nécessairement compte de la puissance cumulée des installations.» Quant à la troisième phase, elle sera examinée «le moment venu», les magistrats administratifs

estimaient qu'il n'est «nullement établi le détournement d'un quelconque seuil».

Curieusement, l'avocat de CyrusOne avait benoîtement concédé, lors de l'autorisation de la première tranche: «Ce lourd investissement ne pourra pas être amorti si les phases 2 et 3 ne sont pas mises en œuvre. La commercialisation de l'ensemble du projet étant aujourd'hui achevée, les risques de pertes financières se chiffrent en centaines de millions.» Wissous Notre Ville a fait appel de la décision.

Car les impacts de la montée en puissance programmée ne sont pas neutres. Des impacts visuels d'abord. Le nombre de cheminées de 18 mètres passe de deux à douze, obstruant la vue sur l'église du centre-ville classée monument historique. Mais l'architecte des Bâtiments de France n'y a pas vu malice... CyrusOne argumente que le site est un ancien entrepôt logistique pour camions à proximité d'une autoroute, dans une zone d'activité largement «artificialisée». Des impacts calorifiques ensuite: Wissous n'étant membre d'aucun syndicat intercommunal de chauffage urbain, la chaleur dite fatale du data center, c'est-à-dire générée par un procédé dont l'objectif n'est pas la production d'énergie, serait en partie dispatchée aux alentours. Les opposants estiment que la température pourrait y augmenter ponctuellement de 3°C: c'est pratique en hiver, un peu moins l'été car des

courts de tennis, un boulodrome, un terrain de foot et une crèche sont installés à proximité. Mais CyrusOne assure qu'un projet de raccordement au réseau de chaleur de la ville d'Antony est en cours. Acceptons-en l'augure, mais en l'état, rien n'est absolument prévu. «Entre 6 000 et 7 000 logements locaux pourront être alimentés en chauffage», estime Florian Gallant. Mais cela n'utilisera que 10% de la chaleur fatale, et on ne va quand même pas recracher les 90% restants...»

Tapis rouge. Il y a aussi les potentiels rejets dans l'atmosphère des centrales électriques de secours fonctionnant au diesel. Si les pannes sont rares, la simple maintenance oblige à les faire fonctionner plusieurs heures par an. En phase 3, pas moins de 18 groupes électrogènes seront en service.

Pour Philippe De Fruyt, fondateur de Wissous Notre Ville, «il ne s'agit pas de dire oui ou non aux data centers, mais où. Là, à proximité des habitations, c'est n'importe quoi». Florian Gallant avait pour sa part tenté de modifier son plan local d'urbanisme en décembre 2021, peu après l'autorisation de la première tranche, en vue de bannir sur certaines zones de sa commune toute «installation classée pour la protection de l'environnement» (dont font partie les data centers).

Las, il s'est fait rabrouer par le préfet puis le tribunal administratif en janvier: «La présence d'habitations à proximité immédiate ne saurait suffire à justifier légalement une interdiction pure et simple.» Pas question de retirer le tapis rouge aux géants de la tech. Mais Florian Gallant dit avoir fait contre mauvaise fortune bon cœur: «Certes, les juges m'ont imposé de délivrer tous les permis de construire. Mais mon blocage temporaire a obligé CyrusOne à faire une enquête environnementale de 600 pages. Le temps ne nous fait pas perdre de l'argent, mais à eux, si.»

RENAUD LE CADRE



Un «dispositif innovant» nommé *river cooling* qui permet de pomper 2 000 mètres cubes par heure dans une source d'eau impropre à la consommation pour réduire l'empreinte énergétique du refroidissement... et laver la réputation des data centers. «C'est de la diversion, insiste Antoine Devillet. Ils mettent l'accent sur le river cooling, en disant qu'ils innoveront, mais ça ne représente qu'une petite part du refroidissement.»

Autre enjeu : l'exploitation de la chaleur dite fatale, soit une chaleur générée par un procédé dont l'objectif n'est pas la production d'énergie, non récupérée. A partir du mois d'octobre, la réglementation européenne obligera les data centers à proposer une solution pour utiliser cette chaleur fatale, chauffer des quartiers, des piscines, des bureaux... Pas si simple. «Qu'on puisse utiliser cette chaleur, pourquoi pas, mais ce n'est pas du tout un modèle facilement généralisable, il faut des immeubles collectifs avec des réseaux de chaleur partagés, il suffit qu'il y ait du bâti ancien et c'est hyper compliqué de faire un réseau de chaleur», note Antoine Devillet. Le fond du problème, c'est qu'ils consomment une quantité électrique absolument gigantesque.» La balade s'achève au niveau du Grand Port maritime de Marseille. A l'horizon, quatre data centers posés comme des boîtes à chaussures avec vue sur

«Ils veulent nous coller [un nouveau data center] au milieu des habitations. On a déjà le bruit des camions, les porte-conteneurs, la fumée des bateaux de croisière...»

Elisabeth Pelliccio présidente du comité d'intérêt du quartier de Saint-André

l'azur. «Ils sont en train de se multiplier, alors qu'ils consomment toujours plus, parce que les serveurs sont de plus en plus puissants...» Les data centers aimantent des data centers.

Un peu plus loin encore, par-delà les conteneurs CMA CGM, l'armateur roi à Marseille piloté par l'insubmersible Rodolphe Saadé, et les bateaux de croisière avec toboggans aquatiques, le groupe britannique Segro veut construire une plate-forme logistique et un data center dans le quartier de Saint-André. «Ils veulent nous le coller au milieu des habitations, s'agace Elisabeth Pelliccio, présidente du comité d'inté-

rêt du quartier. On a déjà le bruit des camions, les porte-conteneurs, la fumée des bateaux de croisières...» Les sujets s'additionnent et finissent par se percuter. «Ils sont en train de nous bouffer toute l'électricité disponible, commente Denis, son mari. On n'a pas la puissance pour électrifier les navires à quai.» «Et quand ils sortent leurs fumées noires, ajoute Elisabeth, c'est nous qui sommes emboucanés.» Par sécurité, les data centers sont équipés de groupes électrogènes et de cuves de fioul de secours, censés prendre le relais en cas de panne d'électricité, régulièrement allumés pour vérifier qu'ils sont bien opérationnels. L'adjoint à la mairie Sébastien Barles va dans le sens des riverains : «Aujourd'hui, on a des besoins importants sur l'électrification des navires à quai, la réparation navale, notre réseau de bus, l'automatisation du métro, dit-il. Le réseau n'est pas en capacité d'absorber d'autres data centers dans la ville.»

«Plug, baby, plug»

Retour dans le 3^e arrondissement, à Phocea DC, le dernier né sur le créneau de la souveraineté numérique. «La ville appelle de ses vœux à avoir des structures de taille plus mesurée, intégrées dans une logique d'urbanisme et qui servent

d'abord l'écosystème entrepreneurial local, pas que les Américains, expose Damien Desanti, le fondateur. J'ai coché toutes les cases.» Et levé 5 millions d'euros.

C'est parti pour la visite du centre de données, 1700 m² pour une puissance de 1,2 mégawatt (MW), contre une centaine au total pour les data centers marseillais de Digital Realty. Pour refroidir ses serveurs, Phocea fonctionne sur un système de *hot corridor*. L'air à 35°C émis par les serveurs est confiné dans un couloir, aspiré vers le haut de la pièce, transféré à un radiateur d'eau froide et remonte dans les baies de serveurs à 25°C, après échange de chaleur. «On fonctionne avec dix mètres cubes d'eau en circuit fermé.» Et la chaleur fatale ? «Moi, je suis prêt à me raccorder à un réseau de chaleur, j'ai deux vannes au fond, j'envoie, c'est ultra-simple», souligne-t-il. Je donne la chaleur gratuite mais faites les investissements pour venir la chercher...» Ultra simple. «Le problème, estime-t-il, c'est qu'on est catégorisé comme des ogres énergétiques, mais j'ai envie de dire que c'est par méconnaissance du sujet, parce qu'il y a data center de 300 MW et data center de proximité, comme moi.» Pour le reste, il comprend les critiques à l'égard des plus gros acteurs, mais que voulez-vous... «Ici, c'est un aéroport international, la piste d'atterrissement est là, il faut faire avec, dit-il. C'est comme quand on

décide de faire un pont, cela permet beaucoup d'échanges et développe l'économie des deux côtés de la rue. Les data centers, c'est des ponts numériques.»

L'article 15 de la loi de simplification de la vie économique, examinée à l'Assemblée nationale au mois d'avril, prévoit de «faciliter l'implantation de centres de données d'envergure» en les estampillant «projets d'intérêt national majeur». «Aujourd'hui, on a un président qui dit "plug baby plug" [détournement du slogan trumpiste propriétaire "drill baby drill", ndlr], venez chez nous pour faire des data centers, alors que l'Irlande recule, les Pays-Bas font marche arrière et l'Allemagne pose des lois très fermes, ajoute Sébastien Barles. On ne tire aucune leçon de ce qui s'est passé sur le territoire européen.» L'élu plaide pour une taxation européenne sur le volume des données stockées. «C'est aussi une incitation à la sobriété : quelles données on stocke ?» En 2030, les data centers devraient consommer entre 3 et 13% de l'électricité mondiale, selon les estimations plus ou moins alarmistes. Le 15 mars, le premier forum «Stop data centers» avait lieu à Marseille. Yves Grandmontagne, le rédacteur en chef de *Data Center Magazine*, n'y était pas. «Il y avait plus intéressant à faire», s'amuse-t-il. Comme quoi, par exemple ? «J'ai visité deux data centers.»



RETRAITE : COMMENT BIEN SE PRÉPARER ?



Avant tout, vérifiez votre carrière et vos droits et estimatez l'âge et le montant de votre retraite.

Le moment venu, vous pouvez faire votre demande en une seule fois auprès de tous les régimes de retraite auxquels vous avez cotisé.



Accédez à votre compte retraite sur info-retraite.fr



Le président américain, Donald Trump, à la Maison Blanche, mercredi. PHOTO KEVIN LA MARQUE, REUTERS

Par
**DOV ALFON et
HAMDAM MOSTAFAVI**

Ia guerre déclenchée par Israël contre l'Iran dans la nuit de jeudi à vendredi a dramatiquement changé de périmètre ces derniers jours. En 1981, la toute première attaque d'Israël contre le programme nucléaire d'un Etat hostile s'était achevée avant même que le monde ne s'en rende compte: les F16 israéliens avaient détruit le réacteur nucléaire irakien d'Osirak et étaient revenus à leurs bases alors que la nouvelle n'avait pas encore atteint les journaux.

La deuxième attaque de ce type, contre un réacteur atomique de fabrication nord-coréenne dans la région de Deir ez-Zor en Syrie en 2007, avait été couronnée de succès en une heure et n'avait été revendiquée que dix ans plus tard, par volonté affichée de ne pas embarrasser davantage le régime syrien.

Cette troisième attaque est très différente, et ses objectifs déclarés sont bien plus étendus: anéantir le potentiel nucléaire de l'Iran, détruire son arsenal de missiles balistiques et peut-être hypersoniques. Et surtout affaiblir le régime jusqu'à son point de rupture.

Mais alors que cette ambition est encore loin d'être réalisable, la

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Israël insiste, l'Iran persiste, Trump en soliste

La guerre entre l'Etat hébreu et la république islamique a bouleversé l'équilibre de la région, portant peut être le coup final au régime des mollahs et de ses alliés. La dépendance d'Israël aux Etats-Unis, dont les choix de son président seront déterminants sur la suite du conflit, est ainsi mis en lumière.

donne risque d'être changée par d'autres facteurs :

LA REMISE EN QUESTION DE LA TOUTE-PUISANCE DU GUIDE SUPRÈME

Qui gouverne encore à Téhéran? En prenant la parole mercredi, après avoir été quasi silencieux depuis le début du conflit, le numéro 1 iranien a voulu signifier qu'il était bien là, même s'il est probablement terré quelque part. Sa vie n'a jamais été aussi menacée, alors que Trump semble prêt à laisser Nétanyahou aller au bout de ses ambitions. «Les Américains doivent savoir que toute intervention militaire de leur part entraînera des dégâts irréparables», a voulu prévenir le Guide. Au-delà d'Israël, c'est aux Américains qu'il s'adresse cette fois-ci directement, comprenant que c'est à Washington plutôt qu'à Tel-Aviv que se dessinera la suite. Signe de la fébrilité qui monte à Téhéran, Massoud Pezeshkian, le président iranien, est sorti de l'ombre lui aussi.

Les dirigeants iraniens apparaissent de plus en plus déconnectés de la réalité sur le terrain. A Téhéran, les habitants ne peuvent fuir la ville, confrontés au rationnement et à la pénurie de carburant, tandis que dans le reste du pays, y compris dans les zones non directement touchées, le prix de la nourriture augmente. Les Iraniens se font aussi l'écho

d'un appareil répressif qui reste bien en place, les arrestations pour espionnage pour le compte d'Israël se multiplient. Reste à savoir si le bombardement du QG de la sécurité intérieure, mercredi, mettra à mal les velléités répressives du pouvoir.

LA CAPACITÉ ISRAÉLIENNE DE MENER SES PROPRES GUERRES

L'Etat hébreu est largement dépendant des Etats-Unis sur le plan géopolitique : seul le veto américain au Conseil de sécurité de l'ONU bloque, par exemple, l'option d'une condamnation internationale d'Israël à cause de la guerre qu'il mène à Gaza. Il l'est aussi pour sa stabilité économique, et certainement en ravitaillement militaire. Mais Israël a toujours mené ses propres guerres, facilitant ainsi grandement le soutien du Congrès américain, pouvant justifier l'envoi massif d'armes par l'absence d'envoi de troupes, toujours impopulaire et terriblement coûteux en vies humaines américaines, de Beyrouth à Kaboul.

Cette situation risque de changer si Israël maintient l'objectif d'anéantir le potentiel nucléaire iranien : Fordo, le site clé de cette menace existentielle, est une montagne bunker où 2264 centrifugeuses à uranium enrichi sont enfouies à 80 ou 90 mètres de profondeur. Bombarder un site aussi fortifié nécessite l'utilisation de puissantes bombes anti-bunker américaines, GBU-57. Mais ces bombes ne peuvent être larguées que par les bombardiers furtifs B-2, que seuls savent opérer des pilotes de l'US Air Force. La vraie question pour Trump n'est donc pas de donner ou non une bombe puissante à Nétanyahou, mais de décider s'il souhaite engager les Etats-Unis dans une guerre dont l'issue est très incertaine.

L'AFFAIBLISSEMENT DU HEZBOLLAH ET DES MILICES ALLIÉES DE L'IRAN

Malgré ses avions vieillissants et ses capacités électroniques limitées, l'Iran a maintenu pendant des décennies une hégémonie de terreur jusqu'à plus de 2400 kilomètres de ses frontières grâce à des milices locales sous son emprise. Le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza, les Houtis au Yémen et des milices chiites en Irak ont pu lui permettre d'asseoir sa puissance au Moyen-Orient.

Ces groupes sont en partie amoindris. Les massacres du 7 Octobre, validés par l'Iran au moins à posteriori, ont profondément changé la doctrine israélienne de défense. Israël pensait qu'il pouvait laisser ces milices gérer leurs territoires, voire les encourager à s'étendre par le biais d'accords financiers avec le Qatar et par l'affaiblissement de leurs rivaux. Téhéran se contentait de cette menace latente contre l'Etat hébreu, avec l'assurance de pré-

server l'intégrité de son territoire en menant une guerre de l'ombre hors de ses frontières.

Le 7 Octobre a donc renversé la perspective. Alors que pour les observateurs occidentaux, l'attaque prouvait qu'Israël s'était affaibli en méprisant les Palestiniens, du point de vue de Tsahal, au contraire, la force de dissuasion israélienne a été affaiblie par la complaisance de Nétanyahou envers le Hamas. Décapitant le Hezbollah, se lançant dans des opérations risquées et coûteuses au Yémen, tuant des dizaines de milliers de Gazaouis pour être certain de ne rater aucune cible du Hamas, la nouvelle doctrine israélienne est aussi sanguinaire qu'ont été celles de ses voisins, et elle restera probablement ainsi. Pour le régime iranien, elle a signé la fin de son «assurance-vie» : sans le Hezbollah, c'est un avant-poste qui disparaît et rend le territoire iranien directement vulnérable.

L'«AMERICA FIRST» MIS À MAL?

C'est probablement le point de rupture le plus flagrant de cette guerre. Élu sur la base de promesses isolationnistes, claironnant maintes fois son aversion pour la guerre, Trump semble prêt à engager les Etats-Unis dans un conflit contre l'Iran, pourtant une puissance pétrolière et gazière comme il les aime. Le président américain a déjà prouvé par le passé qu'il n'a pas peur de s'en prendre directement au régime des mollahs, en commanditant, le 2 janvier 2020, l'assassinat à Bagdad de Qassem Soleimani, homme de confiance du numéro 1 iranien. C'était, à l'époque, le coup le plus spectaculaire qu'avait jamais porté un président américain contre le régime iranien. Washington s'était toujours bien gardé de s'engager dans un conflit direct avec Téhéran, quand bien même les milices affiliées à l'Iran en Irak harcelaient et tuaient des marines américains. Trump, agacé par les louvoiements du Guide face à un éventuel accord, pourrait être tenté de renverser radicalement cette doctrine.

Mais cela passe mal dans le Midwest. L'une des superstars du mouvement Maga, Tucker Carlson, s'est bruyamment opposée au soutien des Etats-Unis à Israël et la montée en puissance de ce soutien risque de scinder le Parti républicain en deux. Dans une interview au magazine *The Atlantic*, Trump a été interrogé sur cette contradiction de taille avec son slogan préféré. «*Eh bien, étant donné que c'est moi qui ai élaboré le concept d'«America First», a répondu Trump, et que cette expression n'était pas utilisée avant mon arrivée, je pense que c'est à moi d'en définir le sens.*» Comme c'est à son bon vouloir que semble suspendue pour l'instant la façon de mettre fin à cette guerre. ▶

Poutine, le profiteur qui se veut médiateur

Le président russe cherche à s'imposer en négociateur dans la guerre entre l'Iran et Israël, espérant détourner l'attention de l'Ukraine et renforcer la position globale de son pays. Avec l'aval tacite de Trump.

ment *inacceptables*. Pourtant, malgré cette fermeté de façade et un traité de partenariat stratégique signé en janvier, Moscou n'a fourni à Téhéran qu'un soutien politique, évitant soigneusement tout engagement militaire.

Dans sa conversation avec Nétanyahou, Poutine a insisté sur «l'*importance de revenir au processus de négociation et de résoudre toutes les questions liées au programme nucléaire iranien uniquement par des moyens politiques et diplomatiques*», selon le Kremlin. Fidèle à sa ligne opportuniste, il a proposé ses services de médiateur. Une offre reprise dès le lendemain lors de son échange avec Donald Trump, qui s'est dit – sans grande surprise – «*ouvert*» à une médiation russe.

Le calcul du Kremlin est simple et relativement rationnel. Fort de ses relations équilibrées avec les deux camps, qui lui donnent l'apparence d'une neutralité rarissime dans la région, il se rêve en médiateur crédible. Et voit dans cette crise l'occasion de réaffirmer son statut de puissance globale, co-arbitre de l'ordre planétaire aux côtés des Etats-Unis et de la Chine.

Les Européens, eux, écarteront toute idée de médiation russe. Désemparés face à un conflit sur lequel ils n'ont aucune prise, ils dénoncent l'hypocrisie de Moscou. Mardi, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a fustigé «*la cruauté et le cynisme*» russes, après une salve d'attaques qui a fait au moins 21 morts à Kyiv. «*Au Kremlin qui voudrait faire la paix au Proche-Orient : commencez par l'Ukraine*», a-t-il lancé.

Poutine, lui, voit dans ce conflit une fenêtre d'opportunité d'autant plus lucrative que les risques sont élevés. Crise pétrolière, risque de prolifération nucléaire, escalade régionale, menaces sur les troupes américaines : pour Donald Trump, qui n'a eu de cesse de se positionner en artisan de paix plutôt qu'en va-t-en-guerre, la situation actuelle sonne comme un puissant signal d'alarme. Son homo-

logue russe en est tout à fait conscient, tout comme il sait qu'après Gaza, cette guerre entre Israël et l'Iran risque d'agir comme un nouvel écran de fumée pour détourner l'attention de la guerre en Ukraine.

Sur le plan économique Moscou a tout à gagner d'une crise prolongée. La flambée des prix de l'énergie liée au conflit profite directement au Kremlin, dont l'effort de guerre repose largement sur les revenus des hydrocarbures, en dépit des sanctions occidentales. Le baril de pétrole a bondi de plus de 10 % depuis le 12 juin. «*Tant que le prix du pétrole est élevé, la Russie peut obtenir des milliards de dollars, voire des dizaines de milliards de dollars de revenus supplémentaires, ce qui est toujours utile*», souligne Sergueï Markov.

Inconnue géostratégique. Derrière les dividendes immédiats, la guerre israélo-iranienne n'est toutefois pas sans danger pour Moscou. Sur le plan militaire, la livraison espérée de missiles Fath-360 iraniens semble désormais compromise. Certaines frappes israéliennes auraient même détruit l'usine de drones Shadet à Ispahan, quelques jours après qu'une attaque ukrainienne avec des drones de longue portée a endommagé l'usine russe de production de ses clones, baptisés Geran. En dépit de cela, la Russie a lancé sur Kyiv plus de 440 drones dans la nuit de lundi à mardi – l'une des attaques les plus massives depuis le début de la guerre – montrant qu'elle reste capable de maintenir la cadence. Selon les experts, Moscou est aujourd'hui bien moins dépendante de Téhéran qu'en 2022-2023. «*Bien sûr, les Russes achèteront volontiers ce qu'ils peuvent à l'Iran, bien que [la république islamique] réserve désormais sa production à ses propres besoins. Mais ils n'ont plus besoin de l'Iran dans la même mesure*», analysait ce weekend dans son podcast le chercheur Mark Galeotti, spécialiste des questions de défense et de sécurité en Russie.

Reste l'inconnue géostratégique à moyen terme. Après la chute en décembre du régime syrien de Bachar al-Assad, la Russie redoute de voir vaciller son principal allié régional. «*La Russie craint que la guerre entre Israël et l'Iran n'entraîne des rebondissements régionales, notamment la déstabilisation du Caucase du Sud et des troubles en Iran qui pourraient conduire à un changement de régime*», résume sur X la chercheuse Hanna Notte, spécialiste de la Russie et du Moyen-Orient. Et de conclure : «*Pour l'heure, la Russie joue ses cartes avec prudence et observe l'évolution de la situation, consciente qu'elle dispose d'une influence limitée sur le cours des événements.*» A Moscou comme ailleurs, les regards sont tournés vers Washington.

FRÉDÉRIC AUTRAN



Vladimir Poutine, lundi, à Moscou. PHOTO GAVRIIL GRIGOROV. AFP

Marion Maréchal place
Vauban, à Paris, le 6 avril.
PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU



Comptes de campagne Marion Maréchal à découvert et des casseroles

Un an après sa candidature européenne, suivie de sa rupture avec Reconquête, la nièce de Marine Le Pen et son ancien parti se querellent sur l'exorbitante addition de la campagne, alourdie par d'étonnantes pratiques.

Par
**TRISTAN
BERTELOOT**

La poussière n'est pas encore retombée entre Marion Maréchal et son ancien parti, Reconquête. L'an passé, un psychodrame avait vu la nièce de Marine Le Pen quitter le parti d'Eric Zemmour, dont elle avait mené la liste aux élections européennes. Le résultat avait été électoralement médiocre (5,47% des voix) et... particulièrement coûteux, avec une facture à 5,4 millions d'euros. C'était environ 1 million de plus que la somme maximale remboursable par l'Etat. En outre, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) avait exclu près de 400 000 euros des frais remboursables, en partie pour des prestations surfacturées par des proches de Marion Maréchal, peu ou mal justifiées. L'histoire n'est pas finie : selon nos informations, l'eurodéputée réclame aujourd'hui à Reconquête une partie de la somme retoquée par le gendarme administratif. L'élu d'extrême droite – qui n'a pas répondu à nos sollicitations – aimerait que son ancien parti

supporte la moitié de l'argent «perdu», en lui faisant un chèque en forme de solde de tout compte. Elle lui a fait une demande en ce sens en mai, trouvant en réponse une fin de non-recevoir. Selon un cadre de Reconquête, «le parti a prêté 4,4 millions d'euros pour la campagne de Marion Maréchal, et a donc récupéré cette somme au moment du remboursement de l'Etat». Point.

En mars, via son comptable, Marion Maréchal s'est étrangement inquiétée auprès du bureau d'études politiques du ministère de l'Intérieur de ne pas voir arriver sur son RIB personnel le fameux remboursement des 4,4 millions (précisément 4,38) promis par la CNCCFP. Mais la somme avait donc été versée trois mois plus tôt, en décembre 2024, à Reconquête, en vertu d'une cession de créance signée par... Marion Maréchal Marion.

UNE GROSSE RALLONGE

Proche de ses sous, la députée européenne ? Il n'en a pas toujours été ainsi. La campagne européenne de l'ancienne députée RN a été l'une des plus coûteuses des partis politiques français, dépassant celle du RN de Jordan Bardella, arrivé en tête avec 31,4 % des suffrages. Les dépenses de Marion Maréchal avaient donc explosé et, pour se sauver, elle avait dû réclamer une grosse rallonge à un proche en urgence, un particulier à l'identité gardée secrète.

Montant du prêt : 800 000 euros, conclu entre le mystérieux samaritain et le Mouvement conservateur de Marion Maréchal (depuis rebaptisé Identité-Libertés). La signature s'est faite dans l'urgence un 13 août 2024, trois jours seulement avant la date butoir pour déposer les comptes. A compter de cette date, Marion Maréchal dispose de cinq ans pour rembourser la somme, en plus d'intérêts avoisinant les 10 %. Elle doit aussi montrer patte blanche à la CNCCFP : celle-ci vérifie tous les ans l'avancée du remboursement du prêt, qui, sinon, sera reconduit en don déguisé (illégal).

Le premier anniversaire approche... Or, l'ex-Mouvement conservateur n'est pas très riche. Selon ses derniers comptes publics, ceux de 2023, il n'a longtemps reçu aucune aide publique, et disposait jusqu'à il y a peu d'à peine 150 000 euros en caisse, dont le quart venu de dons de particuliers. Selon un proche de Marion Maréchal, le petit parti aurait toutefois «changé de dimension» depuis sa reprise en main par la petite-fille

Le Pen. «On rembourse petit à petit sans problème notre prêt», assure cette même source. «Cinq ans pour rembourser 800 000 euros, ce n'est pas grand-chose. On a vu des dettes de partis beaucoup plus importantes.» C'est vrai: le Rassemblement national, par exemple, d'où tout ce beau monde est issu, a été endetté jusqu'à 24 millions d'euros.

Toujours est-il que les créances de Marion Maréchal ne viennent pas de nulle part.

Selon les comptes de la campagne européenne de l'ancienne candidate, consultés par *Libération*, une partie de celles-ci ont été provoquées par les largesses accordées à ses proches, des salaires mirabolants et facturations importantes pour des prestations de services pas ou mal justifiées. La fin de la campagne de Marion Maréchal avait été chaotique en interne, avec une ambiance très tendue entre la tête de liste et la direction de Reconquête, laissée éloignée des factures. Il y avait eu quelques dépenses non prévues, que les proches de Marion Maréchal attribuent depuis à une volonté des cadres de Reconquête de plomber les comptes: un meeting de Sarah Knafo à Paris pour 42 000 euros, des frais mirifiques pour un dernier meeting à Nice, à plus de 200 000 euros (le double de la somme prévue), avec une scène géante sur le port et sa caméra filmant derrière les bateaux retransmis en direct sur un écran...

Mais rien de tout cela n'est comparable aux très généreux cachets des proches de Marion Maréchal, pendant sa campagne. Beaucoup ont largement flambé l'argent public, comme Philippe Schleiter, neveu du négationniste Robert Faurisson, qui facturait son «pilotage» de la campagne avec un tarif journalier pouvant atteindre les 2 200 euros TTC. Il y a aussi les coûteux services facturés par l'IFF, société de Thibaut Monnier, cofondateur de l'école de Marion Maréchal à Lyon, l'Issep, aujourd'hui député de la Drôme. Selon Mediacités, ses factures ont atteint les 250 000 euros. Avec une autre de ses sociétés, de conseil cette fois, L2H, Monnier a aussi facturé pendant les européennes pour plus de 90 000 euros de prestations, assurant avoir bossé 756 heures pour la campagne, à 120 euros TTC chacune. Un nombre «considérable», selon la CNCCFP, qui a trouvé que ce travail manquait de «justificatifs tangibles». Contacté en mars par *Libération*, Thibaut Monnier avait indiqué que «les heures déclarées étaient des

Déplacement sur l'île de la Réunion: 35 000 euros pour les seuls billets d'avion. Dans des sièges à 5 500 euros par personne.

heures effectuées. L'interprétation de la CNCCFP n'est pas juste. Personne ne peut prétendre que je n'étais pas aux côtés de la candidate durant ces six mois». En tout état de cause, la présence de ces deux structures dirigées par Monnier parmi les prestataires de services choisis par Marion Maréchal pour sa campagne n'est pas vraiment une coïncidence. Comme *Libération* l'a déjà révélé, la désormais élue à Bruxelles a longtemps été rémunérée par L2H, avec notamment un émolumen plus que confortable de 6636 euros brut mensuels pour un poste de «directrice développement»; mais aussi par l'IFF, qui lui a fait signer ses devis en décembre 2023 pour la campagne 2024.

UN TRAIN DE VIE DISPENDIEUX

Autres salaires tout à fait avantageux: ceux d'Agnès Marion, très proche de Marion Maréchal, ancienne conseillère régionale RN, catapultée cheffe de cabinet pour un salaire horaire de près de 50 euros de l'heure. Elle a ainsi facturé près de 40 000 euros, notamment pour des «relations presse», en bonne partie inexistantes. Même salaire, même somme pour Nathalie Caternet, aussi très proche de Maréchal et Monnier, directrice administrative de l'Issep...

Autre prestataire proche de l'école: Jean-David Cattin, ancien identitaire suisse, pro-«remigration», enseignant à l'Issep, a facturé via sa structure d'informatique, les Messagers, pour plus de 42 000 euros à la campagne. Une somme largement supérieure à celle touchée par Sabrina Medjebeur, intervenante régulière sur CNews, laquelle a été payée 750 euros pour une «intervention forfaitaire en maquillage, coiffure et conseil en style vestimentaire». Ou Yves Marie Adeline, royaliste, membre de l'Issep lui aussi, payé 4 000 euros, dont deux fois 1 000, pour la rédaction de deux discours. On notera encore les 400 000 euros payés à une société de communication et de publipos-

tage, Selfcontact, là encore choisie par Monnier, chargée d'envois de SMS et d'appels téléphoniques avec message préenregistré avec la voix de Marion Maréchal. Une présentation dont la réalité est difficile à apprécier: selon des clichés consultés par *Libération*, pendant la campagne européenne, Reconquête a gardé pendant des semaines à son siège des caisses entières de lettres renvoyées à l'expéditeur, car livrées à de mauvaises adresses...

Le train de vie des cadres de la campagne a été lui aussi dispendieux: selon des échanges de SMS consultés par *Libération*, un membre de la campagne s'étonne un jour des demandes de dernières minutes de l'équipe de Marion Maréchal pour les logements et les déplacements. «Ils n'hésitent pas à réclamer des places en première classe, pour être tous à côté et faire des "bureaux de campagne roulants", ces demandes dans tous les sens vont faire exploser les coûts». Cette petite main évoque ainsi la réservation de la plus grande suite de l'hôtel Radisson de Bruxelles (52 m²), demandée le jour même par Marion Maréchal, pour 414 euros (après réduction), mais annulée vingt minutes avant la date limite...

Apparaît aussi dans le compte de campagne de la candidate son déplacement sur l'île de la Réunion, du 24 au 27 janvier 2024. Total: 35 000 euros pour les seuls billets d'avion. Quatre personnes voyageront cette fois-là en *business class*, Marion Maréchal, Agnès Marion, mais aussi Nicolas Bay, quatrième de la liste, accompagné de son assistante parlementaire. Dans des sièges à 5 500 euros par personne.

Fin juin, selon un autre échange consulté par *Libération*, alors que Reconquête a coupé le robinet, le trésorier de la campagne envoie une requête au parti d'extrême droite pour réclamer d'ultimes paiements: entre autres, 27 360 euros pour la société L2H de Thibaut Monnier, 25 200 euros pour l'IFF de Thibaut Monnier, 10 000 euros de notes de frais pour Thibaut Monnier, la même somme toute ronde pour Agnès Marion, là encore en notes de frais, le double pour son cabinet de conseils, 14 100 euros pour Jean-David Cattin, 25 000 euros pour de mystérieux sondages commandés par Guillaume Pelletier, deuxième de la liste. Selon une source à Reconquête, la manœuvre était destinée à liquider ce qu'il restait à prendre dans les comptes en argent public. ◆

Libération

chaque mardi, la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



PROXENETISME

Les mineures placées, des proies de prédilection

ENQUÊTE

Profitant d'une aide sociale à l'enfance exsangue, les proxénètes visent de plus en plus, notamment via les réseaux sociaux, les adolescentes en foyer.

Après une première salve, de nouvelles victimes entendent porter plainte contre les pouvoirs publics.

Par

GURVAN KRISTANADJAJA

Envoyé spécial à Metz

et **MARIE PIQUEMAL**Dessins **CLAIRE BRAUD**

Le téléphone de Michel Amas n'arrête pas de sonner. Au bout du fil, des familles, des journalistes, des députés et même le cabinet de la ministre déléguée chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé. Tous veulent parler à cet avocat au barreau de Marseille, un homme imposant aux cheveux bien rangés qui se pose en lanceur d'alerte, sinon en justicier, sur un sujet brûlant de notre époque : la prostitution des mineures. Entre 15 000 et 20 000 adolescentes (même s'il y a quelques garçons aussi) sont concernées, selon les derniers chiffres communiqués par le gouvernement. Le 29 avril, l'avocat a attaqué, au nom

de trois familles, les présidents des départements de l'Essonne, des Yvelines et des Bouches-du-Rhône «pour faute en responsabilité». Selon nos informations, quatre nouvelles plaintes devraient être déposées dans les prochains jours à l'encontre de la maire de Paris, des présidents du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Haute-Vienne. Amas a trouvé le coupable idéal : l'aide sociale à l'enfance (ASE, ex-Ddass), du ressort des départements. «80 % des mineures prostituées sont à la charge des services sociaux», avance-t-il, sans que cette donnée ne soit vérifiable. A l'écouter, les foyers créent les conditions de l'exploitation sexuelle des mineurs. «Dans les dossiers que je défends, les enfants ont 12 ans, parfois 11. Tous se prostituent depuis qu'ils sont placés, jamais ils n'avaient fait cela avant.» Sa méthode agace les acteurs associatifs : taper un grand coup pour que les médias embrayent et les politiques avec... quitte à for-

cer le trait et ignorer la complexité du sujet. Les statistiques sont inquiétantes, notamment l'âge des victimes. Dans plus de six cas sur dix, l'exploitation sexuelle commence avant l'âge de 15 ans, selon la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains. 87 % d'entre elles sont de nationalité française. Au tribunal pour enfants de Bobigny, qui concentre la majorité des affaires impliquant des mineures, l'âge médian des victimes est passé pour la première fois sous la barre des 15 ans (14 ans et 8 mois) en 2024. Les dossiers judiciaires que nous avons consultés décrivent l'impuissance des éducateurs dans les foyers – qui accueillent en France 75 000 mineurs – et la variété de l'origine sociale des familles concernées.

MOTS TRASH

L'exploitation sexuelle des ados désarçonne, tant les grilles de lecture de la prostitution classique sont désuètes. «L'image du grand banditisme à la tête de réseau organisé n'est plus valable. La réalité est très différente», affirme Christophe Molmy, ex-patron de la brigade de recherche et d'intervention de la préfecture de police de Paris. Depuis quatre ans, il pilote la brigade de protection des mineurs,

au sein de laquelle sept enquêteurs sont mobilisés contre le proxénétisme. D'une douzaine d'affaires en 2013, ils en traitent aujourd'hui une centaine. L'explosion, dit-il, suit l'essor des réseaux sociaux, «ce Far West» comme il l'appelle. Libé l'avait documenté, la prostitution des mineures s'organise en ligne, directement sur des sites comme Sexemodel, façon sites de rencontre. Mais aussi sur Snapchat, TikTok ou des discussions WhatsApp ou Telegram. Tout est dématérialisé, souvent avec des messages éphémères, complexifiant le travail de la police. Surtout, raconte Christophe Molmy, les jeunes filles peuvent s'avérer «très compliquées à gérer. Parfois elles viennent à la barre pour défendre les proxénètes». Linda (1) a 15 ans et un visage poupin. Depuis le café de Metz où elle est attablée (*lire page 12*), elle parle du hamster russe qu'elle vient d'adopter. Puis emploie ces mots trash : «bossage» pour prostitution et «cracher» pour éjaculer. Elle vient tout juste de sortir de la prostitution. A chaque fois qu'elle narre ce qu'elle a vécu ces derniers mois, sa mère s'affaisse. C'est elle qui pousse pour que justice soit faite, et veut déposer plainte contre le président du département de la Moselle. «Ça ne devrait pas arriver quand les enfants sont sous la coupe de l'ASE. En tant que parent, on avait





ILONA, FORCÉE À SE PROSTITUER À 11 ANS «CERTAINS ME DISAIENT “T’AS UNE TÊTE DE BÉBÉ”, Ils ne s’arrêtaienT pas pour autant»

Ilona (1), 16 ans aujourd’hui, parle vite mais bien, elle est éloquente et semble confiante. L’adolescente marseillaise déroule pourtant une enfance pleine de fêlures, «pas heureuse» : un viol subi à l’âge où l’on joue encore à la poupée, la séparation de ses parents sur fond de querelles, une belle-mère qui la frappe et un placement en foyer à l’âge de 11 ans censé la protéger après de nombreuses fugues. C’est là-bas, pour la première fois, qu’elle entend parler de sexe et de prostitution. «J’avais même pas passé une nuit en foyer qu’une fille est venue me voir pour me proposer de me prostituer. Moi, je ne savais pas vraiment encore comment on faisait les enfants, malgré mon viol, j’étais encore vierge, donc je ne comprenais pas. Elle m’a dit que j’allais voir des hommes, que j’allais gagner de l’argent, j’ai répondu non directement», se rappelle l’adolescente depuis l’appartement de sa mère à Marseille. Elle affirme avoir dû subir des propositions insistantes pendant plus d’une semaine. «Elle m’a fait comprendre que si je ne le faisais pas, on allait me séquestrer et me violer. Une copine que je m’étais faite au foyer m’a dit “on le fait, on va gagner plein de sous”. Alors je l’ai suivie, mais pas forcément dans l’idée de me prostituer.»

Les jeunes filles sont conduites à un appartement où la proxénète de son foyer, une ado de leur âge, lui explique qu’elle aura des relations sexuelles tarifées. «Ça me faisait peur. Elle nous disait que si on ne le faisait pas, on allait avoir des problèmes», se remémore Ilona. Le système est bien rodé : on lui crée un profil sur un site de prostitution en ligne, les clients viennent ensuite la chercher directement en voiture pour la ramener chez

«Je n’arrêtais pas de lui demander “s’il te plaît, ne fais rien.” Et puis finalement il m’a dit “c’est pas mon souci, je suis client, j’ai payé.”»

eux – quelques fois, l’acte sexuel peut aussi avoir lieu dans le véhicule. Sous la contrainte, elle est ce soir-là embarquée par son premier client. «Quand j’étais dans sa voiture, je lui ai tout raconté. J’ai dit que j’avais 11 ans, que j’avais été forcée. Il a reconnu que j’avais l’air petite quand même. Il n’a pas parlé pendant deux minutes, il réfléchissait. Je n’arrêtais pas de lui demander “s’il te plaît, ne fais rien.” Et puis finalement il m’a dit “c’est pas mon souci, je suis client, j’ai payé.” Et il m’a forcé. Quand on est rentrés à l’appartement, la fille a pris les 150 euros et elle les a gardés», relate Ilona, sans laisser percevoir aucune émotion. Lors de cette première soirée, elle dit avoir «fait» cinq ou six clients, pour la plupart des messieurs «normaux», certains ayant des enfants et un boulot.

«La proxénète me demandait de dire que j’étais majeure, mais ça se voyait que je ne l’étais pas. Certains me disaient “t’as une tête de bébé quand même.” Mais ils ne s’arrêtaienT pas pour autant.» De retour au foyer, elle garde le silence. Peu de temps après, à la suite d’une dénonciation au sein de l’établissement, Ilona change de foyer.

Le jour de ses 13 ans, elle fugue de son nouvel établissement avec un pensionnaire. Elle assure avoir été de nouveau forcée par celui-ci à se prostituer. «Ce jour-là, j’ai encore une fois tout raconté au client. J’ai vu qu’il était gentil, il m’a dit “t’inquiète on va rien faire.” Il m’a donné l’argent et m’a dit de le cacher.» Peu de temps après, elle commence à fumer du cannabis. Pour payer ses consommations, Ilona décide finalement de se prostituer d’elle-même, à 14 ans.

Depuis mars 2024, elle en est sortie. Elle tente de se reconstruire. «J’essaye de me dire que ça n’a jamais existé.» Elle rêve désormais de choses simples : «Réussir [sa] vie, avoir un travail dans la petite enfance, fonder une famille, acheter une maison.» Avec sa mère, elles ont porté plainte contre la présidente du département des Bouches-du-Rhône le 29 avril car «il faut bien un responsable» de cette vie si jeune et déjà écorchée.

G.K.

(1) Le prénom a été modifié.

demandé de l'aide à cause des fugues de ma fille et voilà... Pour nous, c'est trop tard.»

Depuis leur appartement marseillais, Ilona (1), 16 ans, et sa mère, Sophie (1), nourrissent beaucoup d’amertume. L’ado se souvient de sa première nuit au foyer, où d’emblée, elle entend parler de prostitution. A l’époque, elle a 11 ans et un passé déjà difficile, victime de viol et battue par sa belle-mère (*lire ci-dessus*). Le placement, censé la protéger, déstabilise son équilibre précaire. Sa mère sous-entend que sans cette décision, Ilona ne se serait pas prostituée. «On sait que les foyers sont réputés sur ça», juge-t-elle.

«On voit arriver des jeunes filles disant recevoir des coups de leurs parents et être séquestrées. Parfois il y a un fond de vérité, leur mère les enferme à la maison pour les empêcher de fuguer», raconte un responsable départemental d’ASE, sous couvert d’anonymat. Les placements, vient-il à penser, «facilitent la vie des proxénètes. Ils ont toutes les proies au même endroit». Il a hésité avant de parler – sa hiérarchie n’apprécierait pas –, mais ressent ce besoin de «déposer». De «crier». «Quon s’insurge collectivement pour enfin susciter une volonté politique. On ne peut pas rester sans rien faire, assister à ce spectacle en disant “c'est terrible”.» De ses jumelles de responsable, avec

quelque 500 mineurs sous sa responsabilité, il se désole des fugues qui n'épargnent aucun foyer, de la facilité avec laquelle les petites «plongent» via les réseaux sociaux. Le portable, décrit-il, est un agent contaminateur ultra-puissant, réduisant vite en bouillie le travail des éducateurs.

SENTIMENT D’IMPUISANCE

L’ingéniosité des proxénètes est un fléau. «Ils leur fournissent des packs avec tout inclus, les fringues, les ongles. Un téléphone aussi parfois, elles laissent l’autre éteint empêchant de les géolocaliser.» Le responsable raconte les périples des éducateurs traversant parfois la France pour ramener les jeunes filles en miettes. «Elles sont sans filtre, elles racontent tout. Le profil des clients, les sièges auto à l’arrière, les actes dans le détail.» La violence. L’autre jour, l’une d’elles est rentrée l’arcade sourcière en sang, à cause d’un «client mécontent». «Mes équipes recourent aux premiers soins, on les requinque du mieux qu’on peut. Mais elles replongent. Et ça recommence.» Le plus difficile, face à cette emprise, c’est ce sentiment d’impuissance : «Notre pouvoir d’agir est si faible, les prédateurs si organisés et nous tellement démunis.» Alors, même s’il ne peut pas le dire, il se réjouit du combat judiciaire

des familles contre les départs. Avec l’espoir que ces plaintes suscitent un élan politique. Début avril, une commission d’enquête parlementaire sur l’aide sociale à l’enfance s’alarmait de «la crise profonde» qui traverse le secteur – «l’embolisation des structures», la «violence systémique», «l’épuisement généralisé» – dont les «premières victimes» sont les 208 000 enfants placés. En réaction, le gouvernement promet un projet de loi à l’automne. Aurore Bergé, chargée de l’Egalité entre les femmes et les hommes, a réaffirmé fin avril que le gouvernement entendait mener une «tolérance zéro» à l’égard des clients. A Libération, un porte-parole du ministère précise que la stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel, présenté le 2 mai 2024, vise à poursuivre et amplifier la formation des professionnels (de l’ASE) dans le domaine.

Les matins de soleil, Armelle Le Bigot-Macaux, présidente d’Agir contre la prostitution des enfants, se réjouit du chemin parcouru depuis dix ans, «quand j’alertais et qu’on me prenait pour une folle. Aujourd’hui, il y a une vraie prise de conscience». Et une impulsion politique, avec le plan de l’ancien secrétaire d’Etat chargé de l’enfance et des familles, Adrien Taquet, qui promettait 14 millions

d’euros en 2021. Un travail de fond et de fourmi est aujourd’hui mené par les acteurs associatifs, multipliant les initiatives pour «raccrocher» ces ados tombés dans la prostitution et former les professionnels de l’ASE. Pour comprendre les ressorts du consentement apparent des jeunes filles. C’est peut-être le plus déstabilisant dans leurs récits : la plupart d’entre elles affirment vendre leur corps de leur plein gré. «La prostitution est très souvent le symptôme d'une situation de violence antérieure, assure Adriane Boutan, de l’Amicale du nid à Lyon. La grande majorité ont été victimes enfant d’agression sexuelle ou de viol. Quand elles sont aux prises avec des hommes, elles retrouvent l’état de dissociation et l’anesthésie émotionnelle qui va avec. C'est une recherche inconsciente qui ressemble à une forme d’addiction.»

Pour elle, le fléau de la prostitution ne peut pas être combattu de manière isolée : il faut, dit-elle, davantage s’attaquer à la pédocriminalité dans notre société. Sa collègue Emmauelle Pagnan regrette les raccourcis. «Il est faux et dangereux de dire que les foyers fabquent de la prostitution, dit-elle. La surreprésentation de ces enfants est liée à leur vulnérabilité qui les a conduits à être placés.» Elle s’agace : «J’aimerais que Suite page 12



Suite de la page 11 les gens se rendent compte que l'exploitation sexuelle des ados n'existerait pas si la demande n'était pas là. On parle de pédocriminels, prêts à payer plus cher pour avoir une relation avec un enfant.»

«ELLES ONT PERDU CONFiance»

Léa Messina, responsable d'un dispositif d'accompagnement de mineurs en situation de prostitution en Loire-Atlantique, partage le diagnostic et la même frustration devant l'impuissance des clients. «Viser l'ASE, c'est se tromper de cible. Les premiers coupables, ce sont ces hommes qui achètent le corps d'enfants sans être inquiétés.» Depuis quatre ans, elle a développé le dispositif Alba, fonctionnant en maillage avec la police, la justice, les professionnels de santé et la protection de l'enfance. 550 situations en quatre ans sur son seul département de Loire-Atlantique... Son binôme avec une infirmière addictologue fonctionne du tonnerre. Leur travail, a-t-elle pris l'habitude de dire, s'apparente à un marathon.

«C'est très long parce que ces filles ont perdu confiance dans les institutions. Les proxénètes leur donnent une simili protection, ce qu'elles attendaient des adultes qui n'ont pas su les protéger. Se passer le relais entre adultes est crucial, pour tenir. A tous, on y arrive.» Elle insiste sur l'emprise dans laquelle les jeunes filles sont engluées et le statut double de victime-proxénète parfois. «Par survie pour ne pas être seules ou baisser la cadence du nombre de clients, elles s'entraînent les unes les autres...» Ces derniers mois, Léa Messina prend le temps de répondre aux nombreuses sollicitations des journalistes, convaincue de l'importance de visibiliser cette réalité pour maintenir l'attention politique. Avec l'espoir que la focale pivote et qu'enfin, les regards se portent vers les clients impunis. ▶

(1) Les prénoms ont été modifiés.

LINDA, FORCÉE À SE PROSTITUER À 15 ANS «QUAND IL M'A VUE, UN DES PREMIERS CLIENTS M'A DIT : "J'ESPÈRE QUE TU N'ES PAS MINEURE, JE NE VEUX PAS D'EMMERDES"»

Linda (1) et sa mère, Inès, semblent un peu perdues. Elles tentent de se reconstruire avec ce morceau de leur histoire qu'elles ne parviennent pas encore tout à fait à apprécier. En février dernier, l'ado de 15 ans a fugué du foyer où elle a été placée et est tombée dans la prostitution. «Le 13, la veille de la Saint-Valentin», précise la mère, qui s'affaisse à chaque fois qu'elle entend les mots de sa fille, le visage poupin, encore en pleine adolescence. Ils sont crus, durs, ils frappent par le flegme avec lequel Linda les prononce. Elle en est sortie il y a quelques semaines à peine. Elle dit encore «mon mac» et «mes clients», pour certains des habitués, conscients d'avoir affaire à une enfant. Sa mère, elle, parle d'«honneur» et de «reconstruction», façon de les préparer à l'après. Mais la tempête vient à peine de passer. Elle s'accroche au récit de sa fille pour tenter de comprendre ce qui l'a poussée à se prostituer et comment mener une vie après ça.

«J'ai un rapport à mon corps et à ma sexualité un peu compliqué», glisse Linda. Assise dans un café de Metz, sa ville, elle narre son enfance passée auprès de son père dans un climat «incestueux». L'adolescente

évoque aussi le viol qu'elle a subi, à l'âge de 14 ans, d'un homme plus âgé qu'elle connaissait un peu. Et son placement en foyer en mai 2024 après une fugue, censé la protéger, mais qui a agi en catalyseur de ces violences. «Je pensais que ça allait empêcher les fugues et elle voulait gagner en liberté», retrace sa mère. Pour tuer l'ennui, Linda divague alors sur Snapchat. Elle commente la story d'un rappeur peu connu, un certain K. Pendant quelques jours, ils échangent. Linda se confie, explique qu'elle vit en foyer, qu'elle souhaite échapper à son quotidien morose. Il lui propose de lui payer un billet de FlixBus pour Paris. Elle croit au début d'une histoire d'amour, emporte quelques affaires et disparaît.

«Je ramenais 1000 euros en un soir, je faisais huit clients. Je ne m'arrêtai pas, même quand j'avais mes règles.»

De la gare, l'ado est conduite dans un hôtel Formule 1 en banlieue. «K et son ami m'ont laissée avec une fille. Elle avait pour instruction de me parler du «bossage» [de la prostitution, ndlr]. Je n'étais pas intéressée, j'ai dit que j'étais venue pour K.» Les deux hommes insistent, ils la poussent à prendre des photos en lingerie pour alimenter son annonce en ligne, dans laquelle elle incarne «Nina, 19 ans». L'exploitation débute le soir même, elle dure plus d'un mois. «Quand il m'a vue, un des premiers clients m'a dit "J'espérais que tu n'es pas mineure, je ne veux pas d'emmerdes." Mais au final, la plupart prenaient quand même les prestations. Je me faisais 200 euros de l'heure.» Sur les raisons qui l'ont poussée à accepter, elle dit que «l'argent facile» règle tout. «Je ramenais 1000 euros en une soirée, je faisais 8 clients. J'étais une bosseuse, je ne m'arrêtai pas, même quand j'avais mes règles», reconnaît Linda.

«J'étais dans une bulle, sous emprise. Je pensais que c'étaient des bonnes personnes, ils m'appelaient ma chérie, me faisaient des câlins», analyse-t-elle avec du recul.

A la suite d'une dénonciation, les deux proxénètes sont arrê-

tés en flagrant délit, sans quoi elle y serait peut-être encore. Linda a été entendue dans le cadre de l'enquête, confiée au tribunal de Bobigny, toujours en cours. Depuis, elle s'est réfugiée chez sa mère, où toutes les deux tentent de retrouver la relation fusionnelle qu'elles avaient avant. Elle évoque un CAP vente, l'année prochaine peut-être, le hamster russe qu'elle vient d'adopter. Sa mère décrit certains week-ends à faire les boutiques, les petites sorties pour changer d'air. Un court instant elle redevient une enfant. Pas longtemps. Son visage s'assombrit à nouveau. «Je n'ai pas de regrets. Pour moi, c'est fait c'est fait. Dans ma tête, ça a toujours été un truc banal, après ce que j'ai connu chez mon père.» Inès, elle, a poussé pour qu'une plainte soit bientôt déposée contre le président du département de la Moselle, qui a la charge des foyers de l'Aide sociale à l'enfance. «Je le fais pour les suivants. Il faut que je tiennes bon. Je peux être très en colère et puis pleurer d'un coup. Ma fille n'a personne sur qui compter, à part moi. Si je ne tiens pas, comment fera-t-elle plus tard?»

G.K.

(1) Le prénom a été modifié.

Libération

HORS-SÉRIE POLAR

LES SEPT FAMILLES DU POLAR

Avec Lisa Gardner
Marin Ledun
Sandrine Collette
Deon Meyer
Philippe Jaenada
Louise Mey
Arnaldur Indridason

LES BONNES FEUILLES DES PROCHAINS ROMANS
Donna Leon
Harlan Coben
Jo Nesbø
Andrée A. Michaud
Michèle Pedinielli
S.A. Cosby

INCLUS
LE JEU DES
7 FAMILLES
DU POLAR
PAR COCO

En partenariat avec
france culture

Libé



LIBÉ POLAR

Sortie Libération - Eté 2005 - 30, 90x41 - 16,40 € HT

M 03581 - 48 - F: 10,90 € - RD

W

Barcode

EN KIOSQUE TOUT L'ÉTÉ



LIBÉ.FR

Info Libé : A Polytechnique, des élèves se voient refuser un discours sur l'écologie

Une dizaine d'étudiants de la prestigieuse école d'ingénieurs ont protesté, vendredi, contre le refus de la direction de les laisser évoquer la question environnementale au cours d'une cérémonie de remise des diplômes. Ils espéraient pouvoir raconter leur malaise face aux enseignements de l'école. PHOTO DR

Yannick Jadot : «Un scrutin rassemblant toute la gauche serait une primaire de fractures»

S'il n'est pas «gêné» par la procédure en elle-même, l'ancien candidat écolo à la présidentielle appelle son camp à ne pas entretenir l'illusion d'un mode de désignation qui irait de François Hollande à Jean-Luc Mélenchon.

Recueilli par
SACHA NELKEN
Photo **IORGIS MATYASSY**

A lors que la patronne des Ecologistes, Marine Tondelier, estime qu'il ne faut pas enterrer le scénario d'un rassemblement de toute la gauche pour 2027 – y compris, donc, La France insoumise –, le sénateur de Paris et ancien candidat Europe Ecologie-les Verts à la présidentielle, Yannick Jadot, appelle sa formation à dire clairement, dès aujourd'hui, qu'aucune alliance avec Jean-Luc Mélenchon ne peut se faire.

INTERVIEW

Réunis en congrès ce week-end, les socialistes se sont encore divisés sur la question de LFI. N'est-ce pas lassant que tous les débats à gauche tournent désormais autour de cette question ?

C'est plus que lassant. C'est un sujet qui tétranise aujourd'hui toute la gauche et qui nous éloigne des Français et du pouvoir. C'est justement pour cela qu'il faut clarifier notre rapport à Jean-Luc Mélenchon et dire clairement qu'on doit préparer l'élection présidentielle sans lui. Continuer à entretenir l'ambiguïté d'une candidature unique à gauche pour 2027, c'est construire la déception des électeurs de demain, et la défaite. En 2016, j'ai appelé avec d'autres à l'organisation d'une grande primaire de la gauche

et des écologistes. Avec la même tactique : ouvrir à Mélenchon en sachant qu'il la refuserait et donc qu'il porterait le mistigri de la division. Ça n'a pas marché, ni en 2017 ni en 2022. Ne reproduisons pas les mêmes erreurs. D'autant qu'il y a aujourd'hui une rupture sur les valeurs avec Jean-Luc Mélenchon.

Sur quelles valeurs ?

J'ai toujours déploré les positions de La France insoumise sur l'Ukraine, Taïwan, l'Europe, les Ouïghours. Ce ne sont pas que des divergences sur la Chine et la Russie. Ce qui pose problème, c'est le rapport à la démocratie et à la violence car elles n'ont pas de frontières. C'est tout aussi révélateur d'une absence totale de démocratie interne. Et puis il y a incontestablement des ambiguïtés sur l'antisémitisme. Tout cela justifie de ne pas cheminer ensemble.

Marine Tondelier, la cheffe de votre parti, est l'une des rares personnalités politiques à refuser d'enterrer une candidature unique pour 2027. Vous lappelez donc à clarifier les choses vis-à-vis de LFI ?

Je comprends ce qu'elle veut faire, pour l'avoir tenté aussi. Mais la primaire, c'est une méthode qui ne peut pas se substituer à une cohérence et donc à une clarification politique. Bien sûr les électeurs de gauche veulent l'union. Et ma conviction c'est qu'il n'y a pas d'électeurs irréconciliables et qu'ils veulent gagner en votant utile. Profitons-en et parlons leur franchement. Sinon la tactique vis-à-vis de Mélenchon sera déceptive et démobilisatrice. Faute de clarifier, il n'y aura pas de projet rassembleur mais un seul mot d'ordre pour masquer nos différences : l'antifascisme. C'est un combat absolument central.

Mais ce n'est pas un projet de reconquête des classes populaires et moyennes.



Yannick Jadot à Paris, le 16 juin.

La résistance, impérative, ne suffit pas pour gagner. Faire durer la confusion autour d'une formule magique «primaire» nous fait perdre un temps précieux pour construire une candidature de gauche non-mélenchoniste.

Vous n'êtes donc pas opposé à ce mode de désignation ?

La procédure ne me gêne pas, surtout si elle associe les forces vives de gauche et écologistes. Ce qui me pose problème, c'est quand on fait croire qu'une primaire ras-

semblant toute la gauche du NPA à François Hollande en passant par Jean-Luc Mélenchon est possible. Un tel scrutin serait une primaire de fractures où les perdants ne soutiennent pas la ou le gagnant. On n'a pas le temps de faire semblant.

Vous pourriez être candidat à une primaire ?

Non, j'ai passé mon tour. Je veux seulement aider à la construction d'un projet et d'une candidature.

Parler sans cesse de Jean-Luc Mélenchon ne contribue-t-il pas à mettre systé-

«Si les Verts mènent à bien leur projet de faire avec Chikirou, ils ne feront pas campagne sans moi mais contre moi.»

Yannick Jadot

matique LFI au centre du jeu à gauche ?

C'est justement en continuant comme aujourd'hui que l'on met Mélenchon au centre du jeu. Et il adore ça. Laisser la porte ouverte à un rassemblement comprenant LFI, c'est sans cesse se demander s'il va en être, ou pas. Si la pression du peuple de gauche le fera changer d'avis. Si tous les autres sont prêts à le soutenir s'il gagne... Alors qu'on sait déjà qu'il n'en veut pas et qu'on ne veut pas de lui ! C'est du temps perdu pour travailler à un projet et une candidature alternative capable de gagner. C'est maintenant qu'il faut créer la dynamique de rassemblement, sans baratiner les électeurs. Comme en plus il n'y a pas de candidature évidente à gauche hors Mélenchon, il y a urgence. Sinon ce sera lui le grand gagnant. Jusqu'à la victoire de Le Pen ou Bardeau.

Les écologistes entendent nouer des accords avec LFI aux élections municipales, vous vous y opposez donc aussi ?

Ce sont des enjeux locaux et il y a des endroits où ça fonctionne correctement. En revanche, si, à Paris, les Verts mènent à bien leur projet de faire avec Sophia Chikirou, dont les positions et les comportements sont en rupture avec nos valeurs, je le dis très clairement, ils ne feront pas simplement campagne sans moi mais contre moi. Idem à Nantes et Montpellier.

Si les écologistes locaux veulent faire avec LFI et s'opposer à Johanna Rolland et Michaël Delafosse, j'irai sur place pour les soutenir tous les deux. Les Verts locaux ont une liberté de choix et c'est normal, mais je prendrai mes responsabilités. Ça ne me paraît pas sérieux, dans les villes où nous sommes dans des majorités municipales et où nous avons bien travaillé, de faire alliance avec l'opposition alors que par ailleurs nous voulons reconduire nos maires. ♦



LIBÉ.FR

En Antarctique, le nombre de phoques divisé par deux en cinquante ans

Des scientifiques de l'Institut de recherche polaire britannique, le British Antarctic Survey, ont découvert que la fonte de la glace de mer entraîne un grave déclin de la population de phoques, dans les Orcades du Sud. Leur étude, publiée mercredi dans la revue *Global Change Biology*, porte sur trois espèces différentes. PHOTO AFP

Diplomatie Sur la guerre à Gaza, le double jeu de l'Egypte

Plusieurs milliers de personnes venues d'une cinquantaine de pays s'étaient donné rendez-vous au Caire, vendredi, afin de marcher jusqu'à Rafah. A peine arrivés en Egypte, de nombreux manifestants ont fait face à la répression des autorités égyptiennes. Outre les enjeux sécuritaires, l'annulation de la marche reflète un embarras diplomatique pour l'Egypte, entre sa solidarité affichée envers les Palestiniens et ses intérêts stratégiques avec son voisin israélien.

LÉA MASSEGUIN

A lire en intégralité sur Libé.fr

Titres-restaurants L'Etat veut «pérenniser» les courses alimentaires

La ministre du Commerce et des PME, Véronique Louwagie, a annoncé mardi à *Ouest-France* la pérennisation après le 1^{er} janvier 2027 de l'utilisation des titres-restaurants en supermarché pour les produits non directement consommables, alors que l'exécutif continue de plancher sur une réforme du dispositif. L'autre décision actée par Véronique Louwagie, la dématérialisation des tickets, est justifiée par «la gestion très lourde» qu'impose le format papier aux restaurateurs. Le périmètre du dispositif suscite les critiques de nombreux professionnels de la restauration. (Avec AFP)

18,8 %

C'est le taux d'épargne des ménages l'an passé, qui se retrouve propulsé à des niveaux historiques au premier trimestre (à 18,8 % de leur revenu disponible brut, donc), 5 points au-dessus de sa moyenne d'avant la crise sanitaire. C'est le niveau le «plus haut depuis la fin des années 1970, hors période exceptionnelle de confinements», relève l'Insee, qui pense que le pic a été atteint. C'est une spécificité française par rapport au reste de l'Europe, souligne le chef du département de la conjoncture, Dorian Roucher, notamment parce qu'«avec les taux fixes sur les intérêts versés, les revenus du patrimoine ont plus augmenté en France».

ANNE-SOPHIE LEACHEVALLIER

A lire en intégralité sur Libé.fr

Au Salon du Bourget, les commandes d'avions en vitesse de croisière

Le bulletin météo du transport aérien pourrait être le suivant: soleil radieux et durable. Qu'en juge. L'ensemble des compagnies aériennes devraient totaliser 1000 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2025, selon une étude réalisée par le cabinet de conseil Alix-Partners. Et pour cause: le nombre de passagers à bord des avions ne cesse de croître. Pas particulièrement en Europe ou sur le continent américain, mais en Asie et dans les Etats du golfe Persique, au regard de données recueillies par Airbus. La crise sanitaire née de la pandémie de Covid-19 avec ses avions cloués au sol fait figure d'histoire ancienne. Les compagnies y ont tout de même laissé 182 milliards de dollars de pertes entre 2020 et 2022. L'heure est désormais aux commandes soutenues d'avions pour aussi bien répondre à la demande de passagers supplémentaires, que pour réduire les émissions de carbone. Les moteurs des avions de nouvelle génération acceptent d'ailleurs une part plus importante de SAF, ce carburant de synthèse.

produit à partir de végétaux ou d'huiles de friture recyclées moins polluantes que le kérosène. Dans ce contexte, le besoin de nouveaux appareils est estimé par Airbus à 43 200 avions pour les vingt prochaines années, sachant que 16 000 ont d'ores et déjà été commandés et figurent dans le carnet de livraison des constructeurs qui ont devant eux la bagatelle de quatorze années de production.

Trublion. Au salon du Bourget 2025, les commandes annoncées s'inscrivent dans cette tendance. Airbus a ainsi engrangé une commande de 25 long-courriers A350 de la part de la compagnie saoudienne Ryadh Air et 100 moyen-courriers A321 pour la vietnamienne VietJet. Des achats qui confirment à la fois les zones de développement du transport aérien, l'Asie et le golfe Persique, et le type de compagnie saisi par la fièvre acheteuse: les opérateurs low-cost. S'y ajoute une dimension plus géopolitique. Ryadh Air veut créer un hub (un lieu de connexion) à partir de la capitale d'Arabie Saoudite, afin de

concurrencer celui d'Emirates à Dubaï et VietJet poursuit le même objectif à Hanoï. Le transport régional connaît le même intérêt que les avions long-courriers. Au Bourget, le constructeur brésilien Embraer a enregistré une commande de 60 appareils de 80 sièges pour la compagnie américaine SkyWest. Mais les contrats ne pleuvent pas pour tout le monde. Pour des raisons différentes, deux avionneurs importants n'occupent pas le devant de la scène dans cette série d'annonces. L'américain Boeing, qui doit gérer les suites de l'accident du B787 d'Air India qui a fait 279 morts, le 12 juin. Les dirigeants de Boeing ont donc décidé de ne pas être présents au salon français.

Le trublion du marché, le chinois Comac, qui a mis en service un avion directement concurrent de l'Airbus A320 et du Boeing 737, a choisi depuis des mois de ne pas être présent au salon. Il a pourtant près d'un millier de commandes dans son carnet. Mais dont la quasi-totalité émane de compagnies chinoises. L'appareil n'a pas en-

core reçu de certification (autorisation de voler) de la part des autorités européennes ou américaines.

Cadence. Dans ces perspectives plutôt prometteuses, les constructeurs d'avions doivent composer avec plusieurs contraintes. Leur capacité à fournir en temps et heure leurs clients. Or pour des questions de sécurité, les augmentations de capacité de production nécessitent outre une main-d'œuvre qualifiée, une autorisation des autorités de certification des avions. Et la chaîne logistique doit pouvoir suivre la cadence. Aujourd'hui, Airbus rencontre des difficultés d'approvisionnement avec les fabricants de moteurs: Rolls Royce, Safran ou General Electric. A tel point que le tarmac de Toulouse, où est situé le siège d'Airbus, accueille quelques «planeurs». Dans le jargon de l'aéronautique, il s'agit d'avions dont l'assemblage est terminé, mais qui ne peuvent être livrés à leur client car ils n'ont pas encore reçu... leurs moteurs.

FRANCK BOUAZIZ



Immigration Retailleau lance une opération de contrôle aux frontières

Quelque 4 000 forces de l'ordre étaient mobilisées mercredi et le seront ce jeudi dans les gares et les bus contre l'immigration illégale, a annoncé Bruno Retailleau. Mercredi, le ministre de l'Intérieur, qui a fait de la lutte contre l'immigration son thème de prédilection, s'est rendu gare du Nord, à Paris, pour assister à des contrôles. De nombreux observateurs dénoncent cette campagne, soupçonnée d'être une vaste opération de contrôles au faciès. L'association d'aide aux réfugiés Utopia56 s'est notamment insurgée contre «une grande campagne de discrimination raciale et d'abus de pouvoir». PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

«On trouve des prétextes pour ne pas faire aboutir le dossier calédonien.»



CHRISTIAN TÉIN
le leader kanak
de la CCAT

Libéré le 12 juin après un an à l'isolement et toujours mis en examen notamment pour «association de malfaiteurs», le leader kanak, Christian Téin, est revenu mercredi, à Montpellier, sur sa détention et l'avenir de la cause indépendantiste. Il retrace un «moment humainement difficile à passer»: une «garde à vue compliquée» suivie d'un «transfert en avion menotté» à la paroi d'un avion militaire, puis une année à l'isolement au centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), à 17 000 km de la Nouvelle-Calédonie. Avant de faire part de sa volonté de «fermer la parenthèse coloniale de notre histoire».

MAITÉ DARNAULT

A lire en intégralité sur Libé.fr

Par
MATHILDE ROCHE

C'était l'affaire de trop, la goutte d'eau dans un vase de ras-le-bol qui a débordé sous forme de griefs contre l'ordre des avocats. L'instance professionnelle est censée protéger ceux et celles qui ont prêté serment, et punir les manquements de ceux qui ne respectent pas ses préceptes déontologiques. Or le conseil de discipline de l'avocat Antoine Vey, le 21 mai, a définitivement donné l'impression à certains membres du barreau de Paris qu'il avait failli à ces deux missions. Accusé de harcèlement moral et sexuel par quatre anciens collaborateurs, l'ex-associé d'Eric Dupond-Moretti a été entendu à huis clos à sa demande, empêchant les plaignants d'assister à l'audience. «*Privées de tout contradictoire et de toute équité*», elles s'étaient indignées dans *Libération* d'un «*traitement honteux*». Et dans une lettre ouverte publiée le jour même, Romain Ruiz et Virginie Le Roy, leurs conseils, assuraient qu'en leur refusant l'accès aux débats, l'ordre aurait achevé «*d'ignorer les souffrances [des victimes] et contribue à étouffer des pratiques professionnelles d'un autre temps*».

Des propos qui leur ont valu, à leur tour, une convocation devant le barreau de Paris. Et une rare justification publique du bâtonnier, le 22 mai, assurant que les textes en vigueur avaient été scrupuleusement appliqués... Sans un mot sur les trois mois de suspension ferme requis contre Vey, peine dérisoire aux yeux des jeunes confrères ayant initié la procédure, dont plusieurs dizaines ont livré des témoignages très à charge.

«CALVAIRE PROCÉDURAL»

«*A quoi bon réagir en disant que c'est la loi: elles disent justement qu'il faut la réformer pour mieux réguler correctement notre profession. Par ailleurs le quantum des sanctions est aussi à reconstruire*, affirme Claire Poirson, vice-présidente de l'Association française des femmes juristes (AFFJ), qui soutient les avocats – les plaignants comme leurs conseils – dans le dossier Vey. Quand certains manquent de respect à leurs confrères et consœurs, il faut sanctionner sévèrement. Une simple suspension de deux à trois mois est insuffisante.»

Car ce dossier en rappelle d'autres, notamment l'affaire Emmanuel Pierrat. Bien que l'avocat soit visé par une procédure semblable pour des faits de harcèlement moral sur plusieurs collaborateurs, le conseil de l'ordre du barreau de Paris n'avait prononcé qu'une interdiction d'exercer de deux mois. Une sanction minime, qui avait convaincu la bâtonnière de l'époque, Julie Couturier, de renvoyer le dossier devant la cour d'appel de Paris, où il a été condamné à un an ferme. Très médiatiques, ces deux procédures sont symptomatiques des critiques régulièrement faites au conseil de l'ordre.

Principal point de blocage, selon ceux qui se sont confrontés à ce «calvaire procédural» malgré les ris-

PROCÉDURES DISCIPLINAIRES

Mal protégés, les avocats veulent voir la loi bouger

Ceux qui portent la robe ne souhaitent plus laver leur linge en famille. Ou plus dans ces conditions: une tribune du «Monde» signée mercredi par 135 avocats réclame une réforme de la procédure ordinaire. Le barreau de Paris et le conseil national des barreaux disent à «Libération» plancher sur le sujet.

ques pour leur carrière? «Peu importe la nature des faits signalés, la conséquence reste la même: les avocats plaignants sont tenus à l'écart de la procédure menée par l'ordre, comme si cette dernière ne les concernait pas», résument 135 avocats dans une tribune publiée mercredi dans le *Monde*. Une nouvelle démarche collective mue par l'espoir d'enfin se faire entendre, après des années à alerter sur ce processus «profondément déséquilibré, voire vexatoire et décourageant». Et ses conséquences: un grand nombre de victimes n'osent pas signaler à l'ordre des avocats les manquements qu'elles subissent.

«Il est temps de faire évoluer les textes régissant cette procédure afin d'octroyer un statut clair et des droits à ceux qui l'initient contre leurs pairs», plaide ainsi le collectif d'avocats dans son texte. A cela, Julie Couturier, désormais présidente du Conseil national des barreaux (CNB), et Pierre Hoffman, qui a pris sa suite comme bâtonnier de Paris, répondent que «la procédure disciplinaire oppose avant tout l'avocat

mis en cause et son ordre» et qu'il faut bien la distinguer d'une procédure pénale. «Philosophiquement, la première n'est destinée qu'à sanctionner un manquement déontologique, elle n'est pas dans une logique de réparation ou d'indemnisation de la victime», précise la voix du CNB.

MODIFIER LA LOI

«S'il n'est pas nécessaire que la victime ait une place centrale dans le processus disciplinaire, il est toutefois primordial qu'elle en ait une, ce que seul un statut juridique clair permettra», rétorque la tribune. Comment? En modifiant la loi. «C'est possible et c'est aussi le rôle de nos instances représentatives d'impulser le changement. Mais cela suppose une volonté de l'ordre de vouloir réformer», estime Claire Poirson. A en croire Pierre Hoffman, la volonté ne manque pas. «Pour l'instant, nous sommes contraints d'appliquer les textes dont nous avons hérité. C'est non seulement notre devoir, mais c'est aussi le mieux pour les plaignants afin d'éviter des nullités de procédures. J'en-

tends néanmoins que la société change et s'il faut faire évoluer les textes vers plus de place en leur faveur, j'y suis favorable», affirme le bâtonnier, qui accepte pour la première fois de s'exprimer sur le disciplinaire auprès de *Libération*. Il y a des commissions à Paris qui travaillent sur un rapport à ce sujet, mais il doit y avoir une réflexion et une politique commune sur le plan national.»

S'il souhaite personnellement «aller dans cette direction-là» au plus vite, il prévient d'emblée que ces échanges peuvent prendre du temps.

«Même si les plaignants n'ont pas de place à l'audience disciplinaire, ils sont entendus tout au long de l'enquête déontologique et dans le cadre de l'instruction, tempère Julie Couturier. Nous ne sommes ni sourds ni aveugles, on comprend bien ce qui se dit, ce qui est possiblement contesté. Mais l'idée, précisément, c'est d'y réfléchir avec la tête froide, au-delà des cas particuliers.» La présidente assure qu'un groupe de travail planche activement, tant sur un nouveau statut des plaignants dans la

procédure que sur d'autres modalités de sanction. Ces pistes feront ensuite l'objet d'un vote en assemblée générale du conseil national des barreaux, mais aucune date ne peut être avancée. «L'objectif est néanmoins d'arriver à proposer du concret d'ici la fin de mon mandat», fin 2026.

«La participation active des plaignants à l'audience disciplinaire, non pas en qualité de témoin ou d'auteur de la réclamation mais en qualité de partie, est essentielle, défend une nouvelle fois Virginie Le Roy. C'est une question de respect de nos principes fondamentaux et cela participe d'un changement sociétal profond que nos propres institutions ne peuvent ignorer. Si nos instances ont réellement la volonté d'aller en ce sens, nous attendons des avancées concrètes.» Romain Ruiz souligne de son côté la nécessité de «revenir sur cette idée d'un dialogue exclusif entre l'ordre et l'avocat accusé», pour l'avenir de la profession. «Notre génération comme celle qui suit attendent des changements, de la loi comme des mentalités.»

Un grand nombre de victimes





nosent pas signaler à l'ordre des avocats les manquements qu'elles subissent. PHOTO CLAUDE PAUQUET. AGENCE VU

Les quatre péchés capitaux du conseil de l'ordre

Qualifiées de «vexatoires» et «discréditionnaires» par de nombreux plaignants, les procédures disciplinaires sont en outre mal connues des avocats. Tour d'horizon des principaux griefs.

Bien que les métiers soient différents, une même critique traverse les ordres professionnels, qu'il s'agisse des médecins, des notaires ou des avocats. Outre la charge de représentation et de lobbying inhérente à chacune des corporations, ces instances assurent aussi la discipline et la prévention des conflits d'intérêts. Une gageure, tant nombre d'exemples témoignent de conseils peu sensibles à ce type d'enjeux, en proie au copinage et aux arrangements. Si la situation tend à changer peu à peu, accompagnant

un désir de transparence, les procédures disciplinaires ordinaires demeurent opaques, asymétriques, et mal connues des professionnels concernés. Si, chez les avocats, les bâtonniers successifs, élus par leurs pairs, montrent une volonté notable de rompre avec le laxisme – ne rechignant plus à ouvrir des enquêtes –, les textes offrent encore une place très limitée à l'expression des plaignants. Un comble pour une profession érigeant le principe du contradictoire en vertu cardinale. *Libération*, qui a publié de nombreuses enquêtes sur le sujet ces cinq dernières années, pointe les quatre principaux griefs opposés à la justice des avocats.

1. L'opacité

Au cœur de reproches régulièrement formulés aux conseils de l'ordre, l'opacité revêt plusieurs niveaux. D'abord, il est saisissant de constater que, hormis les avocats ayant été confrontés à leurs instances durant leur car-

rière, une grande majorité de la profession ignore tout du fonctionnement de son outil de régulation. Les règles procédurales ne sont pas connues, ni comprises des inscrits, qui tombent des nues lorsqu'il s'agit de les expérimenter. Louables, les efforts de pédagogie du barreau de Paris pour expliquer les procédures avec des pastilles vidéo postées sur son site ne suffisent pas.

L'autre enjeu d'opacité, plus problématique, concerne les motifs de poursuite lorsque des enquêtes déontologiques ou disciplinaires sont ouvertes. Soumis au règlement intérieur national, et tenus par les valeurs qui régressent leur serment – dignité, conscience, indépendance, probité et humanité –, les avocats peuvent être poursuivis en cas de manquements. Le bâtonnier peut s'autosaisir s'il a connaissance d'éléments précis, de même que des confrères ou des tiers sont fondés à saisir l'ordre en cas de comportements

déviants. Dans ce dernier cas de figure, les plaignants n'auront néanmoins pas connaissance des griefs retenus contre le mis en cause, puisque la procédure ne se déroule qu'entre le bâtonnier, qui coiffe l'autorité de poursuite, et l'avocat visé. «*C'est comme si, au pénal, le requisitoire introductif fixant les motifs de l'enquête n'était communiqué qu'au seul suspect, c'est baroque*», s'étrangle une avocate contactée par *Libération*.

2. L'absence de contradictoire

C'est le grief le plus invraisemblable pour une profession dont la quintessence de la fonction est l'exercice des droits de la défense. Lorsque des plaignants saisissent l'ordre, pour tous motifs (harcèlement sexuel, moral, discrimination, menaces, etc.), ils sont ensuite écartés des avancées de l'enquête, puisque l'équivalent du statut de partie civile n'existe pas. La procédure ne se déroulant qu'entre l'ordre (qui poursuit) et le mis en cause (qui se défend), les plaignants n'ont pas accès au dossier d'enquête, n'ont pas connaissance des pièces communiquées par la partie adverse pour contester – parfois violemment – leur témoignage, n'accèdent pas au rapport final d'enquête. Lors de leurs auditions, voire de confrontations organisées avec le confrère dénoncé, ils peuvent venir assistés d'un conseil, mais celui-ci ne peut ni poser de question ni formuler d'observation. Il est présent, mais cantonné au silence. Il y a peu, les conseils de discipline se tenaient même en l'absence des plaignants. Désormais, ceux qui ont saisi l'ordre peuvent y participer et y prendre la parole, mais à des conditions minimalistes. Enfin, les plaignants n'ont pas à accès à la décision finale, et ne peuvent formuler aucun recours.

3. Les risques d'arrangements

Une fois les enquêtes clôturées, le dossier est confié, c'est l'usage, au bâtonnier doyen. Celui-ci dispose alors du pouvoir discrétionnaire de choisir la formation ordinaire qui jugera l'avocat mis en cause. A Paris, le conseil compte cinq formations disciplinaires, toutes composées d'avocats élus ou ex-membres de l'institution. Leur organigramme est disponible sur le site de l'ordre. Lorsqu'un dossier est confié à l'une des formations, le greffe de celle-ci informe ses membres de la nécessité de juger un confrère. Répondent alors ceux qui souhaitent siéger (tous sont bénévoles), du moment qu'un nombre impair est respecté. Est-il possible de s'assurer de la neutralité des décisions durant l'entièreté de ce processus? S'il ne faut jamais désespérer du professionnalisme et de la probité des avocats qui siègent, rien ne permet d'écartier des allégeances, copinages, ou arrangements, dans un milieu extrêmement endogame.

4. La publicité

Comme parade à la possible absence de neutralité, la justice pénale offre, sauf cas exceptionnels – notamment les dossiers concernant les mineurs –, la garantie de publicité des débats. A l'ordre, si la publicité est la règle, beaucoup des mis en cause demandent à être jugés à huis clos. Ainsi, *Libération* n'a pu assister à aucun des conseils de discipline concernant Emmanuel Pierrat, Juan Branco ou Antoine Vey. Or le huis clos s'applique aussi, lorsqu'il est prononcé, aux plaignants du dossier jugé, invités alors à quitter la salle, et à attendre, parfois plusieurs heures dans le couloir, qu'on ne les rappelle pour déposer. Enfin, les décisions rendues, anonymisées, sont quasiment introuvables aujourd'hui. Si le principe de droit à l'oubli de l'avocat jugé ou condamné prévaut, cela se fait au détriment du justiciable qui n'a pas connaissance des antécédents lorsqu'il désigne un conseil.

WILLY LE DEVIN



A Téhéran lundi, après un bombardement israélien. PHOTO MOHAMED ALI BERNO. SIPA

Dans ma tête éclate une bombe... Mais suis-je à Gaza ou à Téhéran?

Pour la réalisatrice iranienne Sepideh Farsi, dont le documentaire sur la photojournaliste gazaouie Fatma Hassouna a marqué le Festival de Cannes, participer à la Marche internationale vers l'enclave relevait du devoir. Elle s'est rendue au Caire juste avant l'attaque d'Israël contre l'Iran.

Par
SEPIDEH FARSI



Réalisatrice iranienne du documentaire *Put Your Soul on Your Hand and Walk* (2025).

Ma vie, au cours de l'année passée, était remplie de moments d'attente, accrochée au téléphone à la recherche d'une connexion avec Gaza. Une ligne de vie que j'ai maintenue pendant presque un an avec Fatem (l'autre nom de Fatma, pour ses proches), et qui s'est interrompue brutalement le 16 avril, lorsqu'elle a été ciblée par deux missiles israéliens. Sa maison détruite. Son corps déchiqueté. Ses manuscrits, partis en fumée. J'entends parler de la Marche internationale vers Gaza. Logique pour moi de tenter de rétablir cette ligne de vie, de faire ce que je n'avais pas réussi à faire l'an dernier, d'aller à Rafah, de s'approcher de Gaza. Je décide de m'y joindre. Je me dis que mon corps s'ajoutera à la marée humaine arrivant de partout dans le monde, pour tenter de casser le blocus humanitaire vers Gaza.

Avant de partir pour Le Caire, je reçois plusieurs messages d'amis tentant de me dissuader. Blocage musclé côté égyptien, vous ne passerez jamais, tu te feras

arrêter. Mais je maintiens. Nous venons avec un message de paix, il n'y a pas de quoi être inquiet. Puis vient un appel, ce dernier de mon compagnon, qui me dit: «Ne pars pas, Israël va attaquer l'Iran. Je le sens. Cette fois ils vont le faire pour de bon.» Il a souvent raison dans ses analyses. Mais je refuse de le croire. Cette menace plane depuis si longtemps. Je me dis que la guerre n'aura pas lieu. Pas cette fois. Et je pars.

TÉLÉPHONE PURGÉ

L'avion atterrit au Caire en pleine nuit. Je sors de l'avion, noeud au ventre comme quand je partais en Iran. Téléphone purgé, messages compromettant effacés, m'attendant à un comité d'accueil policier, fouilles, interrogatoires et possible refoulement. Un dispositif mis en place par Abdel Fattah al-Sissi à la demande officielle de Nétanyahou, Premier ministre d'Israël, pour ne pas que ce cortège de solidarité se forme. Que nos corps convergent vers Gaza.

Mais à l'aéroport, rien de tout cela ne se produit. J'obtiens mon visa et je passe. J'apprendrai plus tard que beaucoup des «marcheurs et marcheuses» ont déjà été renvoyés dans les trois jours qui ont précédé.

Mon taxi roule de l'aéroport du Caire vers l'endroit où je suis attendue. Dont j'ai dû apprendre l'adresse par cœur, effaçant le message de groupe, comme mes amis m'ont conseillé de faire avant d'embarquer. J'ai obtempéré, ne connaissant que trop bien les règles de base de prudence dans un Etat hyperpolicié, lorsqu'on fait des choses qui ne sont pas du goût des dirigeants. Réflexes souvenirs des années de plomb en Iran.

C'est dans le taxi, en ouvrant mon mobile, que j'apprends que l'attaque d'Israël contre l'Iran a déjà eu lieu. Dans un premier temps, pas d'image. Juste l'annonce de ce moment tant redouté depuis des années. Puis les images commencent à pleuvoir. C'est incroyable comme deux cadavres sortis de sous les

IDÉES /

«Le jour viendra où je marcherai vers un Iran libre. A la frontière, personne ne me demandera pourquoi je suis venue.»

décombres se ressemblent, que ce soit en Iran ou en Palestine. Et les attaques continuent. Et l'Iran réplique. Et en Israël, d'autres cadavres.

Au bout de 24 heures, je sens déjà que cette fois c'est différent. Que ça ne va pas s'arrêter là.

Au bout de 48 heures, je connais déjà deux personnes qui ont perdu des membres de leurs familles dans les attaques israéliennes. Ce ne sont pas des militaires, ni des membres des services secrets, juste des civils. L'un, sportif de haut niveau, l'autre une femme enceinte.

COMMENT ÊTRE HEUREUX ?

J'essaie de calculer la probabilité qu'une personne, sur une population de presque 90 millions, puisse en 48 heures connaître déjà deux victimes, ou plutôt, ce que cela voudrait dire sur le nombre réel des morts. Mais je n'y arrive pas. Trop complexe. Mais il y a un autre calcul, beaucoup plus simple celui-ci, selon lequel 1 = 1. C'est sans équivoque.

1Iranien·ne = 1 Israélien·ne = 1 Palestinien·ne = 1 Américain·ne.

C'est pour cela que j'aime les mathématiques. Mais cette équation tient-elle toujours ?

Je continue à lire les titres des médias occidentaux, dont beaucoup parlent encore de «frappes préventives contre des cibles militaires ou nucléaires». Après les messages de sympathie des amis, commencent les appels de journalistes qui veulent un témoignage. Et au fil des entretiens, toujours la même étrange question qui revient. Etes-vous heureuse ? Et moi de dire, comment être heureuse lorsque mes compatriotes meurent sous des bombes ? Ce n'est pas uniquement le régime, ce sont aussi plein de victimes civiles. Ce sont nos amis, nos familles. Et j'entends dire : si vous n'êtes pas d'accord avec les attaques d'Israël, c'est que vous voulez que l'Iran ait l'arme nucléaire ? J'essaie de dire non. Mais c'est comme si je n'avais plus de voix. Corde vocale cassée. Plus rien qui sort ! Ma tête est en ébullition. Si seulement je pouvais l'éteindre comme un mobile en surchauffe !

Besoin impérieux de m'allonger sur le sol froid de l'appartement où je suis hébergée, par un ami égyptien, avec des amis algériens, eux aussi venus pour rejoindre la marche.

Soudain, envie de goûter du riz au lait de ma mère. Je sais que c'est ridicule comme envie, mais à cet instant, c'est important. Ma mère, qui devait se rendre à Paris, mais dont le vol a été annulé à cause des attaques.

Soudain, besoin d'être chez moi en Iran. Envie de marcher dans la grande avenue de mon enfance, Vali-Asr, anciennement Pahlavi. Celle où toutes les personnes passées par Téhéran ont un souvenir. De marcher à l'ombre de ses platanes centenaires et d'écouter le bruit de l'eau qui coule dans ses rigoles. Mais c'est désormais impossible. Les bombes israéliennes ont déraciné ces arbres. J'en ai vu les images dans la nuit.

Je ferme les yeux. Je bouche mes oreilles. Je retiens mon souffle. Ça se calme un instant. Mais dès que j'ouvre les yeux, ça recommence...

Toujours les mêmes questions. Toujours les mêmes réponses.

Oui, je suis pour la paix. Non, je ne suis pas pour la dictature théocratique en Iran, ni pour aucune autre forme de dictature, si besoin est de l'affirmer. Oui, je suis contre l'arme nucléaire par le régime iranien et contre la bombe nucléaire en général. Oui, je suis contre le génocide des Palestiniens, et non, je ne suis pas pour le Hamas. Je suis contre le flicage autoritaire et étatique, que ce soit en Egypte, en Turquie ou aux Etats-Unis. Oui, je suis pour le traité de non-prolifération, mais aussi pour qu'il soit signé par tous les pays du monde. Je suis comme une enfant entêtée qui veut que la justice soit respectée et qui ne cesse de dire «*Ce n'est pas juste !*»

Dans ma tête éclate une bombe. Mais je ne sais pas si c'est à Gaza ou à Téhéran ? Mes yeux brûlent. Mes oreilles sifflent. Je pense à Fatem. Je pense à sa mère, toujours à Gaza. Je pense à la mienne, toujours en Iran. A présent, toutes les deux sous les bombes israéliennes.

Je suis encore au Caire, avec une envie folle d'être à Téhéran, de marcher sous les platanes de mon avenue préférée, qui n'existeront bientôt plus. Envie d'aller à Rafah, pour entrer dans Gaza qui ne sera bientôt plus Gaza. Envie d'aller à Jérusalem, de passer sous le Bab al-Amoud (la porte de Damas), mais à chaque pas, des obstacles s'érigent devant moi, les frontières se ferment.

Et soudain, quelqu'un chante. C'est mon ami égyptien qui chante en faisant le ménage pendant que mes amis algériens l'aident. Nous sommes ensemble. Nos corps ont convergé, avec comme boussole, Gaza. Eux aussi veulent ouvrir cette frontière, casser le blocus israélien. Et soudain en moi, la tempête se calme. Je sais pourquoi je suis au Caire. Mon corps est à l'intersection des lignes de mire des bombes qui explosent de partout. Là où toutes les luttes convergent. Là où je dois être.

Le jour viendra où je marcherai vers un Iran libre. A la frontière, personne ne me demandera pourquoi je suis venue, ni ce que je fais. Et j'irai à Téhéran, pour marcher sous les platanes de mon avenue préférée, la plus longue du monde. Et, je l'espère, à Gaza, une jeune Palestinienne, qui aurait pu être Fatem, marchera le long de la plage. Alors, nous serons entourées de nos amis, de tous ceux qu'on aime. Et nous aurons la tête levée vers un ciel bleu, sans craindre les bombes. ◀

Libération

Quels sites ont été touchés par la riposte iranienne sur Israël ?

Mariage de Jeff Bezos à Venise : comment des militants locaux se préparent à gâcher la fête

«C'est Nicolas qui paie» : d'où vient la nouvelle expression fétiche de l'extrême droite ?

Le milliardaire d'extrême droite Pierre-Edouard Stérim a-t-il racheté le compte d'actu Cerfia ?

**Vous demandez
nous vérifions**



Check News

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN |



IDÉES /



Donald Trump avec ses homologues du G7 lundi, au Canada. PHOTO GEOFF ROBINS. AFP

«Les Israéliens se glissent dans les interstices laissés par l'imprévisibilité de Donald Trump»

Depuis le retour du dirigeant américain au pouvoir, la situation géopolitique semble plus instable que jamais. Mais «la guerre mondiale n'aura pas lieu», analyse le géopolitologue Frédéric Encel.

À contre-courant des bruits de bottes et des conflits de plus en plus chauds, le géopolitologue Frédéric Encel s'emploie à démontrer dans *La guerre mondiale n'aura pas lieu* (Odile Jacob, 2025). Mais la versatilité de Trump et l'expansionnisme de Poutine, sans oublier la situation explosive au Moyen-Orient, créent un monde où l'Europe doit, pour éviter la guerre, faire la preuve de sa capacité de dissuasion.

Depuis plusieurs jours, un conflit de très haute intensité se déroule entre Israël et l'Iran. Quel est le but de guerre d'Israël ?

Même si on ne peut pas détruire l'intégralité d'un savoir technique et théorique, l'objectif des Israéliens est de repousser l'échéance d'une éventuelle accession de l'Iran au nucléaire militaire. Même pour gagner simplement quelques années. D'ici là, le régime aura peut-être changé et à ce moment-là les négociations seraient vraisemblablement plus faciles avec une entité qui ne serait pas aussi fanatiquement anti-israélienne que ne le sont les mollahs iraniens. D'un point de vue militaire, la stratégie israélienne n'est pas aberrante. On peut supposer que l'état-

major israélien a établi que c'était une des dernières possibilités avant que les Iraniens atteignent un seuil critique de militarisation de leur programme nucléaire. A priori, le changement de régime n'est pas un but. Sinon, Nétanyahou est dans la pensée magique, car on ne détruit

que très exceptionnellement dans l'histoire un régime par une intervention extérieure et en particulier en frappant son sol.

Les Etats-Unis, qui ont abandonné leur rôle de gendarme du monde, ont-ils laissé un champ libre dans lequel

Israël s'est glissé ? Les Israéliens se glissent dans les interstices laissés par l'imprévisibilité de Donald Trump et son absence globale de cohérence. Benjamin Nétanyahou a sans doute un



INTERVIEW

peu forcé la main à Trump, mais sur la base d'un énième échec de celui-ci, qui avait, comme avec l'Ukraine, fanfaronné sur les négociations bilatérales avec l'Iran.

Sommes-nous proches d'un conflit généralisé ?

Le facteur Trump, c'est l'imprévisibilité, qui a deux sources. La première, c'est une stratégie visant à brouiller les cartes pour empêcher les adversaires de connaître ses propres intentions. C'est vieux comme Sun Tse (*auteur de l'Art de la guerre, ndlr*). La deuxième source, plus problématique, c'est le grand n'importe quoi.

Les conséquences de l'imprévisibilité, c'est d'abord la prudence renforcée de partenaires ou d'adversaires, qui se traduit par un plus grand pragmatisme de la part de régimes politiques : récemment, plusieurs dizaines d'Etats ont proposé de manière extrêmement polie, voire obséquieuse, des négociations à Donald Trump, plutôt que de lui opposer un rapport de force. Ce n'est pas une conséquence si négative que cela. Mais là où l'imprévisibilité risque de poser gravement problème, c'est au niveau du repli sur soi identitaire, économique, diplomatique d'un certain nombre d'Etats, ainsi qu'une paupérisation de certains pans de la population mondiale.

«La guerre mondiale n'aura pas lieu», affirmez-vous. La lecture qu'on a de la géopolitique actuelle est-elle fausse ?

C'est surtout la lecture européenne de ces trois dernières décennies qui était angéliste, et par conséquent fausse. Les deux concepts, *la Fin de l'histoire* de Francis Fukuyama et *le Choc des civilisations* de Samuel Huntington, qui ont structuré cette lecture n'ont à mes yeux aucune espèce de valeur analytique. Tant que des cités humaines existent, on ne peut décentrement pas parler de fin de l'histoire, y compris lorsqu'un système s'effondre, comme ce fut le cas avec la chute du bloc communiste. Les Européens, et peut-être un certain nombre d'Américains, ont considéré que puisque le communisme n'existe plus, alors plus aucune idéologie ne guidait vraiment la prise de décision politique ou stratégique. Il n'y avait rien de plus faux.

Comment expliquez-vous l'attrait pour ces concepts ?

Ce sont des concepts archi simplistes. Lorsqu'on parle de fin de l'histoire, on parle de la fin de ce qui aura été une parenthèse de quelques décennies. Qu'est-ce qui pouvait permettre à un chercheur de considérer que cela correspondait à un changement radical et défini de paradigme ? Rien. Le choc des civilisations est aussi terriblement pares-

seux parce que s'il existe des éléments civilisationnels sur le plan vestimentaire, alimentaire, spirituel, linguistique, ethnique, etc., cela ne signifie en aucun cas que des clivages géopolitiques menant potentiellement à la guerre soient prioritairement d'ordre civilisationnel. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui monsieur Poutine et d'autres populistes ou nationalistes au pouvoir instrumentalisent le concept de civilisation à des fins politiques, que cela existe.

Comment expliquez-vous cette prégnance de la guerre dans les esprits ?

L'atmosphère anxiogène actuelle se nourrit d'au moins trois phénomènes problématiques qui entravent la réflexion géopolitique. Le premier, c'est le galvaudage. Tous les termes ne se valent pas, un traité de paix n'est pas un cessez-le-feu, la guerre n'est pas un rapport de force économique ou commercial, une alliance n'est pas un partenariat. A force de galvauder les termes, on en vient effectivement à considérer que tout est guerre.

Le deuxième point, c'est la très grande faiblesse de la hiérarchisation des faits, souvent tous considérés comme des événements. Cette absence de hiérarchisation croissante entre ce qui doit prévaloir dans une analyse géopolitique et ce qui peut effectivement faire craindre une guerre nous empêche de réfléchir calmement.

Enfin, l'immédiateté absolue, liée à une surparcellisation de la quête d'information, nous empêche de mettre en perspective des réalités contemporaines, nous donnant ainsi l'impression de la nouveauté constante. Or, l'essentiel des phénomènes, y compris des grandes tendances géopolitiques contemporaines, peut se retrouver dans les premières cités sumériennes de la Haute Antiquité. On confond souvent une modification des rapports de force avec celle des paradigmes. Par exemple, au Moyen-Orient, le champ a certes fortement changé, mais les frontières contestées, l'instrumentalisation du religieux au profit du politique, la faiblesse de la notion d'Etat-nation par rapport au clanisme, sont toujours les mêmes...

Recueilli par
HAMDAM MOSTAFAVI



PHILOSOPHIQUES

Par
MICHAËL FESSEL

Le slogan «No Kings» ou le réveil de l'âme des Etats-Unis

Les mobilisations de millions d'Américains le 14 juin contre Donald Trump ont fait le pari du rejet de la pompe monarchique, qui s'inscrit en profondeur dans l'histoire du pays et qui est la dernière chose à faire consensus.

Pour la première fois depuis l'élection de novembre 2024, les opposants à Trump ont constitué un front uni. En défilant le 14 juin par millions sous une même bannière, ils ont réussi à faire échec à la stratégie du chaos mise en œuvre par l'administration Trump dans le but de rendre inaudible toute contestation. Le leader américain attaque sur tous les fronts, national comme international, change de braquet presque chaque jour et désigne quotidiennement à la vindicte publique un nouvel ennemi (jusqu'à faire, récemment, d'Elon Musk un traître à la cause). Une politique injuste et violente a besoin de faire croire qu'elle est imprévisible. C'est un moyen de décourager les opposants condamnés à attendre le prochain revirement.

Rejet. Le seul moyen de mettre en difficulté cette stratégie est d'élaborer un mot d'ordre compréhensible par tous et qui s'inscrit en profondeur dans l'histoire américaine. La bannière «No Kings» remplit toutes ces cases: elle définit le plus simplement possible l'idéologie Maga et elle l'assimile à une trahison de l'Amérique. Le génie du mouvement 50501 (50 Etats, 50 manifestations, 1jour) a été, en lançant ce slogan, de faire écho à une détestation devenue identitaire aux Etats-Unis: le rejet de la monarchie et de son système de priviléges.

Dans *De la démocratie en Amérique* (1835 et 1840), Tocqueville montre que la passion antimonarchique était déjà le ressort d'une guerre d'indépendance qui s'est d'abord faite contre le roi d'Angleterre. Pour les puritains fuyant une Europe qu'ils jugeaient pervertie, le Vieux Monde se caractérisait par les fastes de la monarchie et la figure d'un roi qui prétendait s'élever au rang de Dieu. Les Américains n'ont jamais eu de monar-

que, ce qui leur a épargné l'obligation pénible de lui couper la tête. Ils sont fiers d'avoir échappé à l'arbitraire de l'hérédité: leur croyance indéfectible dans les vertus de l'individualisme vient de ce que le rêve américain est assimilé à l'espoir, pour le domestique, de devenir maître à force de labeur.

Hot-Dogs. Tocqueville appelle «égalité des conditions» ce rejet a priori des «Grands», qui ne se sont jamais donné que la peine de naître. Les «ardents sectaires et novateurs exaltés» qui ont fondé les Etats-Unis acceptent bien sûr les inégalités sociales, mais ils ont besoin de croire qu'elles n'ont rien d'arbitraire. Parmi ceux qui ont manifesté samedi, beaucoup sont sans doute hostiles à l'immigration clandestine. Mais ils n'admettent pas que les expulsions de travailleurs mexicains se déclinent hors de tout cadre légal et par la volonté d'un seul. Cela ressemble trop aux «lettres de cachets» pratiquées, en France, par la monarchie absolue d'Ancien Régime. Le mouvement «No Kings» fait le

Les Américains n'ont jamais eu de monarque, ce qui leur a épargné l'obligation pénible de lui couper la tête.

pari que le rejet de la pompe monarchique est la dernière chose à faire consensus aux Etats-Unis. Paradoxalement, la parade militaire organisée par Trump le confirme. Organisée au prétexte de célébrer les 250 ans de l'armée de terre, elle coïncidait avec l'anniversaire du Président : de qui, sinon d'un roi, un peuple est-il contraint de fêter la naissance? Cette parade a pourtant montré que, même pour les trumpistes, il faut garder un semblant d'imaginaire égalitaire dans un régime qui flirte désormais avec la dictature. Juchés sur les chars Abraham, les soldats d'élite n'hési-

taient pas à adresser des coucous enfantins à la foule et des clins d'œil complices à la tribune officielle. Pour un habitué des défilés du 14 juillet, la nonchalance qui y régnait, la proximité entre les hot-dogs et le pas cadencé des écoles militaires avaient quelque chose de surprenant, voire de scandaleux. On aurait presque pu s'attendre à ce que Trump, comme il l'avait fait la veille, se mette à se déhancher sur WMCA au milieu de l'état-major des armées réuni au complet. Tocqueville notait qu'en Amérique un «*opulent citoyen*» vit dans le luxe chez lui, mais que la croyance dans l'égalité des conditions le force à se faire humble dans la rue et à taper dans le dos de son corollier. Ce que l'on appelle le «populisme» de Trump ne procède pas autrement. Si ces opposants réussissent à faire paraître le «roi» derrière la décontraction apparente du Président, et la violence de l'arbitraire derrière sa démagogie, ils ont une chance d'apporter à la démocratie ce dont elle manque si cruellement aujourd'hui: une victoire. ▶

SIGNÉ COCO





Nida Younis
à Ramallah, le 10 juin.
PHOTO JONAS
OPPERSKALSKI

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

La poésie palestinienne a longtemps été associée à la figure de Mahmoud Darwich (1941-2008) et à sa poésie de combat, lyrique et empreinte de nostalgie. Ainsi, ce passage du poème *Sur cette terre* : «*Sur cette terre, il y a ce qui mérite vie : / l'hésitation d'avril, / l'odeur du pain à l'aube, / les opinions d'une femme sur les hommes, les écrits d'Eschyle, / le commencement de l'amour, / l'herbe sur une pierre, / des mères debout sur un filet de flûte / et la peur qu'inspire le souvenir aux conquérants.*» On peut citer aussi le poète palestinien Samih al-Qassim (1939-2014) dont les phrases de *Je résisterai* résonnent étrangement avec la tragédie en cours à Gaza et en Cisjordanie : «*[...] Tu me dépouilleras peut-être du dernier pouce de ma terre / Tu jetteras peut-être ma jeunesse en prison / Tu pilleras peut-être l'héritage de mes ancêtres / Tu brûleras peut-être mes poèmes et mes livres / Tu jetteras peut-être mon corps aux chiens / Tu dresseras peut-être sur notre village l'épouvantail de la terreur / Mais je ne marchanderai pas / O ennemi du soleil / Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines / Je résisterai [...]*». Des hommes donc, qui ont marqué de leur empreinte un peuple déchiré, abandonné et avide de reconnaissance. Preuve que la poésie palestinienne vit, brûle, crie, bouge, elle se transforme aujourd'hui en profondeur, sous l'influence notamment des femmes, de plus en plus nombreuses à investir ce genre littéraire pour exprimer leur identité, leurs déchirements et souvent leur double combat contre l'occupation israélienne et une société palestinienne restée très patriarcale.

Nida Younis vient de publier chez Al Manar une bouleversante anthologie de la poésie palestinienne féminine contemporaine, *Palestine en éclats*, qui rassemble les poèmes de Palestiniennes issues de différents territoires : la Cisjordanie, Gaza, Israël ou la diaspora. «*Je voulais montrer que la poésie palestinienne n'était pas l'apanage des hommes, nous a-t-elle dit depuis Ramallah où elle vit. Et surtout qu'elle était multiple. Les Palestiniennes de la diaspora s'interrogent beaucoup sur la façon de garder leur culture loin de leur terre et de recoller une identité éclatée. Celles de Cisjordanie et de Jérusalem-Est expriment leur difficulté à se déplacer au quotidien dans des territoires occupés par les Israéliens, leur peur aussi. Quant aux femmes de Gaza, elles vivent une double oppression, celle des Israéliens et celle du Hamas. En Palestine, la géographie et la politique influent forcément sur la poésie.*» Nida Younis est invitée au Marché de la poésie qui vient de s'ouvrir à Paris et qui se tient jusqu'à dimanche avec pour invitée d'honneur la Palestine. La guerre lancée par Israël contre l'Iran a perturbé les liaisons aériennes dans la région mais la poétesse est parvenue in extremis à quitter Ramallah pour gagner Paris mercredi. Née à Tulkarem en 1977, titulaire d'un doctorat en communication et médias, elle est l'autrice de sept recueils de poésie, dont certains ont été publiés avec le soutien du célèbre poète syrien Adonis. «*Dans les années 80 et 90, la poésie palestinienne évoquait beaucoup la nostalgie de la mère patrie, le rêve de liberté, nous explique-t-elle. Aujourd'hui, les poétesses de Cisjordanie, de Gaza et même de la diaspora parlent beaucoup d'elles-mêmes, elles ont le sentiment d'avoir perdu la Palestine en tant qu'Etat possible, ce n'est même plus un rêve pour elles. Elles veulent juste chercher à comprendre qui elles sont dans ce drôle de monde. Pour moi, cette anthologie est une façon de les reconnaître.*» Témoin de cette importance du corps («*depuis le 7 Octobre, j'ai deux corps*», nous a-t-elle dit encore, *le mien et celui de la Palestine*), la dernière strophe de son poème *Tailler les contraires*, inclus dans l'anthologie : «*[...] Et mon humeur et ses tendances à la trivialité, / Les insultes, / la destruction, l'expérimentation, l'abandon, / Le crachat, / La tristesse et la perte. / Je pense que les frontières de mon existence / s'arrêtent là où se terminent mes doigts. / Mais c'est mon corps qui est un taudis à louer.*»

«MULTIPLIER LES EXCUSES AUX ARBRES BRÛLÉS»

Mohamed Kacimi a traduit et écrit la préface de *Palestine en éclats*. Cet écrivain algérien vivant à Paris, qui a enseigné le théâtre à l'université de Gaza, souligne la différence entre les anciens poètes palestiniens et les poétes-ses d'aujourd'hui. «*Darwich, c'était une poésie du chant. Ces femmes, elles, écrivent une poésie concrète, minérale, une poésie qui colle au réel et ne court pas après le chant de la langue. Elles sortent la poésie du cadre tribal, elles partent du corps pour aller vers l'extérieur.*

Le vers résistant des poétesses palestiniennes

Le Marché de la poésie de Paris met jusqu'à dimanche les auteurs de Palestine à l'honneur alors que cette célébration avait été refusée en 2024 par crainte des remous politiques. Une occasion de découvrir un genre littéraire profondément renouvelé, notamment grâce aux femmes.



Nida Younis
à Ramallah, le 10 juin.
PHOTO JONAS
OPPERSKALSKI

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

La poésie palestinienne a longtemps été associée à la figure de Mahmoud Darwich (1941-2008) et à sa poésie de combat, lyrique et empreinte de nostalgie. Ainsi, ce passage du poème *Sur cette terre* : «*Sur cette terre, il y a ce qui mérite vie : / l'hésitation d'avril, / l'odeur du pain à l'aube, / les opinions d'une femme sur les hommes, les écrits d'Eschyle, / le commencement de l'amour, / l'herbe sur une pierre, / des mères debout sur un filet de flûte / et la peur qu'inspire le souvenir aux conquérants.*» On peut citer aussi le poète palestinien Samih al-Qassim (1939-2014) dont les phrases de *Je résisterai* résonnent étrangement avec la tragédie en cours à Gaza et en Cisjordanie : «*[...] Tu me dépouilleras peut-être du dernier pouce de ma terre / Tu jetteras peut-être ma jeunesse en prison / Tu pilleras peut-être l'héritage de mes ancêtres / Tu brûleras peut-être mes poèmes et mes livres / Tu jetteras peut-être mon corps aux chiens / Tu dresseras peut-être sur notre village l'épouvantail de la terreur / Mais je ne marchanderai pas / O ennemi du soleil / Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines / Je résisterai [...]*». Des hommes donc, qui ont marqué de leur empreinte un peuple déchiré, abandonné et avide de reconnaissance. Preuve que la poésie palestinienne vit, brûle, crie, bouge, elle se transforme aujourd'hui en profondeur, sous l'influence notamment des femmes, de plus en plus nombreuses à investir ce genre littéraire pour exprimer leur identité, leurs déchirements et souvent leur double combat contre l'occupation israélienne et une société palestinienne restée très patriarcale.

Nida Younis vient de publier chez Al Manar une bouleversante anthologie de la poésie palestinienne féminine contemporaine, *Palestine en éclats*, qui rassemble les poèmes de Palestiniennes issues de différents territoires : la Cisjordanie, Gaza, Israël ou la diaspora. «*Je voulais montrer que la poésie palestinienne n'était pas l'apanage des hommes, nous a-t-elle dit depuis Ramallah où elle vit. Et surtout qu'elle était multiple. Les Palestiniennes de la diaspora s'interrogent beaucoup sur la façon de garder leur culture loin de leur terre et de recoller une identité éclatée. Celles de Cisjordanie et de Jérusalem-Est expriment leur difficulté à se déplacer au quotidien dans des territoires occupés par les Israéliens, leur peur aussi. Quant aux femmes de Gaza, elles vivent une double oppression, celle des Israéliens et celle du Hamas. En Palestine, la géographie et la politique influent forcément sur la poésie.*» Nida Younis est invitée au Marché de la poésie qui vient de s'ouvrir à Paris et qui se tient jusqu'à dimanche avec pour invitée d'honneur la Palestine. La guerre lancée par Israël contre l'Iran a perturbé les liaisons aériennes dans la région mais la poétesse est parvenue in extremis à quitter Ramallah pour gagner Paris mercredi. Née à Tulkarem en 1977, titulaire d'un doctorat en communication et médias, elle est l'autrice de sept recueils de poésie, dont certains ont été publiés avec le soutien du célèbre poète syrien Adonis. «*Dans les années 80 et 90, la poésie palestinienne évoquait beaucoup la nostalgie de la mère patrie, le rêve de liberté, nous explique-t-elle. Aujourd'hui, les poétesses de Cisjordanie, de Gaza et même de la diaspora parlent beaucoup d'elles-mêmes, elles ont le sentiment d'avoir perdu la Palestine en tant qu'Etat possible, ce n'est même plus un rêve pour elles. Elles veulent juste chercher à comprendre qui elles sont dans ce drôle de monde. Pour moi, cette anthologie est une façon de les reconnaître.*» Témoin de cette importance du corps («*depuis le 7 Octobre, j'ai deux corps*», nous a-t-elle dit encore, *le mien et celui de la Palestine*), la dernière strophe de son poème *Tailler les contraires*, inclus dans l'anthologie : «*[...] Et mon humeur et ses tendances à la trivialité, / Les insultes, / la destruction, l'expérimentation, l'abandon, / Le crachat, / La tristesse et la perte. / Je pense que les frontières de mon existence / s'arrêtent là où se terminent mes doigts. / Mais c'est mon corps qui est un taudis à louer.*»

«MULTIPLIER LES EXCUSES AUX ARBRES BRÛLÉS»

Mohamed Kacimi a traduit et écrit la préface de *Palestine en éclats*. Cet écrivain algérien vivant à Paris, qui a enseigné le théâtre à l'université de Gaza, souligne la différence entre les anciens poètes palestiniens et les poétes-ses d'aujourd'hui. «*Darwich, c'était une poésie du chant. Ces femmes, elles, écrivent une poésie concrète, minérale, une poésie qui colle au réel et ne court pas après le chant de la langue. Elles sortent la poésie du cadre tribal, elles partent du corps pour aller vers l'extérieur.*

Le vers résistant des poétesses palestiniennes

Le Marché de la poésie de Paris met jusqu'à dimanche les auteurs de Palestine à l'honneur alors que cette célébration avait été refusée en 2024 par crainte des remous politiques. Une occasion de découvrir un genre littéraire profondément renouvelé, notamment grâce aux femmes.



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, le drôle de destin du roman érotique de François-Paul Alibert (1873-1953) *la Couronne de pines*, suite réputée perdue du *Supplice d'une queue* qui sort aux éditions GayKitschCamp. «Son seul baiser m'inondait partout, au véritable sens du mot.» PHOTO NRF

Un charlatan au port du Tréport en 1888.

ADOC PHOTOS



La profession de foire du bonimenteur

Agnès Curel retrace, dans un ouvrage illustré, l'histoire du bonisseur, amuseur populaire présent dans les rues, fêtes foraines et cabarets de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

«**A**pprochez... Messieurs, mesdames, venez voir...» L'invite est célèbre et n'a pas disparu, on peut l'entendre dans les festivals et les spectacles de rue, dans les fêtes de village devant les baraqués et sur les marchés où un céleste camelot présente hyperboliquement l'éponge magique ou le tire-bouchon sans effort. C'est une survivance des plus anciennes foires de l'histoire, au temps où le petit commerce s'accompagnait de petits spectacles. Il fallait capter l'attention du chaland, le retenir par des blagues ou l'étonnement, comme le ravive la superbe scène des *Enfants du Paradis* de Marcel Carné, où Jean-Louis Barrault brille en mime Debureau. Historienne du théâtre, Agnès Curel retrace ici l'histoire du bonimenteur, personnage haut en couleur et fort en gueule, qui pourrait être une réalité anthropologique assez voisine du «narrateur» de Walter Benjamin : un athlète de l'oralité en plein vent.

A l'époque de Gautier, Baudelaire et Banville, les spectacles de l'ancien boulevard du Temple, à Paris, aujourd'hui en partie absorbé par la place de la République, avaient comme spécialité des pantomimes et des féeries données dans des «petits théâtres». Au-devant de ces salles on élevait des tréteaux sur lesquels des personnages flamboyants nommés bonimenteurs ou paradistes, authentiques «*acrobates du langage*», interpellaient les passants par de nombreux quolibets, calembours et lazzis ou jouaient des saynètes pour les inviter à s'arrêter. Ces discours avaient pour nom «les bagatelles de la porte», et cette performance la «parade». En un temps où le théâtre était saturé de vaudevilles et de mélodrames, les écrivains de la modernité ont perçu au travers de ces spectacles populaires une authentique littérature pleine d'inspiration et leur portrait possible en saltimbanque. Il en fut ainsi pour Jules Vallès, puis pour la fin de siècle, rêvant devant la magie que ces artistes introduisaient au sein des métropoles industrielles et positives.

Faire rêver. Ce XIX^e siècle est important dans la maturation de l'image du bonimenteur, nommé aussi «aboyeur», mais le plus souvent «bonisseur». Terme qui dérive de l'argot «bonir», qu'on trouve souvent dans les *San Antonio* et significativement dans le nom

complet et craignos d'OSS 117: Hubert Bonisseur de La Bath. Il signifie raconter de bonnes histoires, retourner l'assistance et la faire rêver. Une spécialité aussi des charlatans qui, de «l'*Europe aux vieux parapets*» jusqu'aux prairies de l'Ouest américain, haranguaient les populations pour vendre leurs potions. L'enquête d'Agnès Curel révèle que le boniment était alors partout dans les villes, à la fois pour le spectacle mais aussi pour le commerce. C'était souvent aux carrefours ou sur les places qu'on croisait les «*industriels du macadam*», telle le vendeur de crayons Mangin accompagné de son pitre vert-de-gris qui avait ses habitués, fascinés par son éloquence grandiloquente et son costume pseudo-mythologique. Il appartenait aux «célébrités de la rue».

S'appuyant sur de rares sources, notamment les chroniqueurs et les historiens du quotidien, qui, au XIX^e siècle, ont décrit une capitale entre l'ancien et le nouveau, Agnès Curel a patiemment et quasi archéologiquement ressuscité cette activité qui est, en revanche, très documentée par de nombreux règlements administratifs et de police : le sédentaire est toujours très vétileux sur le contrôle des nomades. Ce travail considérable lui a permis de reconstituer aussi des trajectoires de boniseurs et de bonisseuses, comme

LIVRES//

le dompteur Bidel ou Mme Constance qui, costumée en marquise, était employée au théâtre Cocherie. A l'époque où s'invente la publicité moderne et où Barnum devient une figure inspiratrice, le bonimenteur est une «voix de la fête», un séducteur qui sait l'art de faire se tordre de rire les badauds comme fasciner les peintres et les poètes. Avant Bobèche et Galimafré qui régnaient au Temple, il y eut Tabarin sur la place Dauphine. Sous l'Ancien Régime, les grands bonimenteurs ont disposé d'une relative latitude dans la ville avant que les édiles ne leur interdisent souvent le centre. Ce fut la même chose avec les fêtes foraines, dont l'une des plus anciennes, la foire du Trône, est l'héritière de la foire aux Pains d'épices. Mais à la fin du siècle, le développement du monde forain signe le début du lent déclin du bonimenteur. La modernisation et la concentration des spectacles introduisant des modes nouveaux de communication. Néanmoins, on verra encore assez longtemps juxtaposées de lumineuses attractions de plus en plus sophistiquées et des «entr'actes» traditionnels, mot-valise qui mime le parcours du public qui, passé le rideau, entre pour découvrir une curiosité sans pareille, hercule ou *freak*, et sort émerveillé ou terrifié.

Grosse caisse. Le parcours du bonimenteur passe souvent par la littérature. Ainsi en 1838, la pièce *les Saltimbanques* dont le personnage de paradiste Bilboquet a été une figure aussi centrale que Robert Macaire et que le sera plus tard le Père Ubu de Jarry. Mais c'est plus tard à Montmartre, au sein du cabaret artistique le Chat noir, qu'officia un des bonimenteurs les plus célèbres : Rodolphe Salis. Inventeur de la bohème-spectacle, il pouvait apostropher toutes les têtes couronnées à l'égal du bourgeois venu s'encanailler.

Il y mêlait la saillie Ancien Régime à l'esprit fumiste mis au goût du jour par Alphonse Allais. Si le Chat noir partira en tournée, à Montmartre, Salis disposait d'un théâtre d'ombres dont il était le narrateur extraordinaire. Les débuts du cinéma ont fait de même : toujours nommé bonimenteur dans les représentations foraines de cette curiosité nouvelle, il est devenu «conférencier» dans les premières salles, chargé de guider le spectateur dans sa compréhension de ce qui se passait sur l'écran.

L'éditeur a permis à l'autrice un superbe cahier d'illustrations, mais c'est au lecteur d'ajouter la bande sonore : la grosse caisse qui annonce l'entrée de la troupe de Bilboquet, Erik Satie bien sûr avec *Parade*, puis Nino Rota, et surtout, dans la mémoire d'enfance, la magnétisante *Entrée des gladiateurs*, qui, des plus grands aux plus petits cirques, annonce par la parade qu'enfin le spectacle va commencer... C'est ce qu'on nomme aussi «faire l'article»!

JEAN-DIDIER WAGNEUR

AGNÈS CUREL LE GRAND THÉÂTRE DU BONIMENTEUR. PRATIQUES SPECTACULAIRES ET IMAGINAIRES CULTURELS (1845-1914)
Presses universitaires de Lyon, 348 pp., 25 €.



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, le drôle de destin du roman érotique de François-Paul Alibert (1873-1953) *la Couronne de pines*, suite réputée perdue du *Supplice d'une queue* qui sort aux éditions GayKitschCamp. «Son seul baiser m'inondait partout, au véritable sens du mot.» PHOTO NRF

Un charlatan au port du Tréport en 1888.

ADOC PHOTOS



La profession de foire du bonimenteur

Agnès Curel retrace, dans un ouvrage illustré, l'histoire du bonisseur, amuseur populaire présent dans les rues, fêtes foraines et cabarets de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

«**A**pprochez... Messieurs, mesdames, venez voir...» L'invite est célèbre et n'a pas disparu, on peut l'entendre dans les festivals et les spectacles de rue, dans les fêtes de village devant les baraqués et sur les marchés où un céleste camelot présente hyperboliquement l'éponge magique ou le tire-bouchon sans effort. C'est une survivance des plus anciennes foires de l'histoire, au temps où le petit commerce s'accompagnait de petits spectacles. Il fallait capter l'attention du chaland, le retenir par des blagues ou l'étonnement, comme le ravive la superbe scène des *Enfants du Paradis* de Marcel Carné, où Jean-Louis Barrault brille en mime Debureau. Historienne du théâtre, Agnès Curel retrace ici l'histoire du bonimenteur, personnage haut en couleur et fort en gueule, qui pourrait être une réalité anthropologique assez voisine du «narrateur» de Walter Benjamin : un athlète de l'oralité en plein vent.

A l'époque de Gautier, Baudelaire et Banville, les spectacles de l'ancien boulevard du Temple, à Paris, aujourd'hui en partie absorbé par la place de la République, avaient comme spécialité des pantomimes et des féeries données dans des «petits théâtres». Au-devant de ces salles on élevait des tréteaux sur lesquels des personnages flamboyants nommés bonimenteurs ou paradistes, authentiques «*acrobates du langage*», interpellaient les passants par de nombreux quolibets, calembours et lazzis ou jouaient des saynètes pour les inviter à s'arrêter. Ces discours avaient pour nom «les bagatelles de la porte», et cette performance la «parade». En un temps où le théâtre était saturé de vaudevilles et de mélodrames, les écrivains de la modernité ont perçu au travers de ces spectacles populaires une authentique littérature pleine d'inspiration et leur portrait possible en saltimbanque. Il en fut ainsi pour Jules Vallès, puis pour la fin de siècle, rêvant devant la magie que ces artistes introduisaient au sein des métropoles industrielles et positives.

Faire rêver. Ce XIX^e siècle est important dans la maturation de l'image du bonimenteur, nommé aussi «aboyeur», mais le plus souvent «bonisseur». Terme qui dérive de l'argot «bonir», qu'on trouve souvent dans les *San Antonio* et significativement dans le nom

complet et craignos d'OSS 117: Hubert Bonisseur de La Bath. Il signifie raconter de bonnes histoires, retourner l'assistance et la faire rêver. Une spécialité aussi des charlatans qui, de «l'*Europe aux vieux parapets*» jusqu'aux prairies de l'Ouest américain, haranguaient les populations pour vendre leurs potions. L'enquête d'Agnès Curel révèle que le boniment était alors partout dans les villes, à la fois pour le spectacle mais aussi pour le commerce. C'était souvent aux carrefours ou sur les places qu'on croisait les «*industriels du macadam*», telle le vendeur de crayons Mangin accompagné de son pitre vert-de-gris qui avait ses habitués, fascinés par son éloquence grandiloquente et son costume pseudo-mythologique. Il appartenait aux «célébrités de la rue».

S'appuyant sur de rares sources, notamment les chroniqueurs et les historiens du quotidien, qui, au XIX^e siècle, ont décrit une capitale entre l'ancien et le nouveau, Agnès Curel a patiemment et quasi archéologiquement ressuscité cette activité qui est, en revanche, très documentée par de nombreux règlements administratifs et de police : le sédentaire est toujours très vétileux sur le contrôle des nomades. Ce travail considérable lui a permis de reconstituer aussi des trajectoires de boniseurs et de bonisseuses, comme

LIVRES//

le dompteur Bidel ou Mme Constance qui, costumée en marquise, était employée au théâtre Cocherie. A l'époque où s'invente la publicité moderne et où Barnum devient une figure inspiratrice, le bonimenteur est une «voix de la fête», un séducteur qui sait l'art de faire se tordre de rire les badauds comme fasciner les peintres et les poètes. Avant Bobèche et Galimafré qui régnaient au Temple, il y eut Tabarin sur la place Dauphine. Sous l'Ancien Régime, les grands bonimenteurs ont disposé d'une relative latitude dans la ville avant que les édiles ne leur interdisent souvent le centre. Ce fut la même chose avec les fêtes foraines, dont l'une des plus anciennes, la foire du Trône, est l'héritière de la foire aux Pains d'épices. Mais à la fin du siècle, le développement du monde forain signe le début du lent déclin du bonimenteur. La modernisation et la concentration des spectacles introduisant des modes nouveaux de communication. Néanmoins, on verra encore assez longtemps juxtaposées de lumineuses attractions de plus en plus sophistiquées et des «entr'actes» traditionnels, mot-valise qui mime le parcours du public qui, passé le rideau, entre pour découvrir une curiosité sans pareille, hercule ou *freak*, et sort émerveillé ou terrifié.

Grosse caisse. Le parcours du bonimenteur passe souvent par la littérature. Ainsi en 1838, la pièce *les Saltimbanques* dont le personnage de paradiste Bilboquet a été une figure aussi centrale que Robert Macaire et que le sera plus tard le Père Ubu de Jarry. Mais c'est plus tard à Montmartre, au sein du cabaret artistique le Chat noir, qu'officia un des bonimenteurs les plus célèbres : Rodolphe Salis. Inventeur de la bohème-spectacle, il pouvait apostropher toutes les têtes couronnées à l'égal du bourgeois venu s'encanailler.

Il y mêlait la saillie Ancien Régime à l'esprit fumiste mis au goût du jour par Alphonse Allais. Si le Chat noir partira en tournée, à Montmartre, Salis disposait d'un théâtre d'ombres dont il était le narrateur extraordinaire. Les débuts du cinéma ont fait de même : toujours nommé bonimenteur dans les représentations foraines de cette curiosité nouvelle, il est devenu «conférencier» dans les premières salles, chargé de guider le spectateur dans sa compréhension de ce qui se passait sur l'écran.

L'éditeur a permis à l'autrice un superbe cahier d'illustrations, mais c'est au lecteur d'ajouter la bande sonore : la grosse caisse qui annonce l'entrée de la troupe de Bilboquet, Erik Satie bien sûr avec *Parade*, puis Nino Rota, et surtout, dans la mémoire d'enfance, la magnétisante *Entrée des gladiateurs*, qui, des plus grands aux plus petits cirques, annonce par la parade qu'enfin le spectacle va commencer... C'est ce qu'on nomme aussi «faire l'article»!

JEAN-DIDIER WAGNEUR

AGNÈS CUREL LE GRAND THÉÂTRE DU BONIMENTEUR. PRATIQUES SPECTACULAIRES ET IMAGINAIRES CULTURELS (1845-1914)
Presses universitaires de Lyon, 348 pp., 25 €.

CULTURE /

Mort d'Alfred Brendel, génial styliste de piano

Le musicien autrichien d'origine morave, interprète adulé de Mozart, Beethoven et Schubert, retiré de la scène depuis 2008, s'est éteint mardi à son domicile londonien, à l'âge de 94 ans.

Une légende du piano vient de s'éteindre. Ce n'était pas un immense technicien, il n'avait pas le son de clavier le plus rond et le plus chaud de l'histoire, ni même de sa génération. Quant à son répertoire, s'il couvrait quatre siècles de musique, de Bach à Schoenberg, il se limitait surtout aux classiques et aux romantiques majeurs, dont il a enregistré l'intégrale des sonates et des concertos, jusqu'à quatre fois durant sa carrière. Alfred Brendel ne fut pas moins une superstar, autant aimé pour certaines de ses interprétations que pour le personnage qu'il était devenu, ses airs de profes-

seur étourdi que contrariait un humour pince-sans-rire, prouvant que rien ne lui échappait. La sécheresse relative de son jeu n'excluait ni la vitalité, ni l'éloquence, ni la tendresse, et faisait merveille dans Mozart et Schubert. Son Beethoven n'était pas le plus profond, lyrique, spirituel, ou romantique, mais il était assurément intelligent. Et si l'on se lassa de lui bien avant qu'il ne prenne sa retraite, il y a une quinzaine d'années, la découverte de ses premiers enregistrements pour les labels Vox ou Vanguard datant des années 1960, dont sa *Sonate en si mineur*, de Liszt, ou sa *Wanderer Fantasy*, de

Schubert, arrangée par Liszt, nous laissa sans voix : Brendel n'avait pas toujours été ce phénomène de l'industrie du disque planétarisé par Philips à partir des années 1970, qui s'autorisait des absences ou des lubies interprétatives en plein concerto de Beethoven, sur la scène du Grosses Festspielhaus de Salzbourg !

Carrières. Né le 5 janvier 1931 à Wiesenberk, en Moravie, au sein d'une famille allemande, Brendel avait grandi à Zagreb où son père, ingénieur en architecture, dirigeait une salle de cinéma. Il avait pris des cours de piano à 6 ans, mais également de théâtre et de dessin.

La Seconde Guerre mondiale ayant conduit la famille à se réfugier en Autriche, il avait poursuivi sa formation musicale au conservatoire de Graz, en piano mais également en composition, ce qui explique l'importance qu'il accordera à l'analyse de la partition, à une époque où il était encore courant de prendre des libertés avec elle. Il sembla hésiter entre deux carrières, donna son premier récital à Graz, à 17 ans, tout en exposant ses aquarelles dans une galerie de la ville.

L'enseignement de Paul Baumgartner, formé par Walter Braunfels, et d'Eduard Steuermann, qui avait été l'élève de Busoni et de Schoenberg, autant que l'écoute assidue des enregistrements d'Artur Schnabel, de Wilhelm Kempff et d'Edwin Fischer, dont il recueillera des années plus tard l'enseignement, lui permettront ensuite de rempor-

ter un prix au concours international de piano de la ville de Bolzano.

Grâce à Charles Adler, le chef d'orchestre juif, de retour des Etats-Unis où il a fui le nazisme, Brendel bénéficie d'un véritable soutien, jusqu'en 1958, date où à la suite d'un concert à Londres, sa carrière décolle : il reçoit des propositions de contrat avec des maisons de disques ainsi que des engagements à Salzbourg et New York. Pendant quatre décennies, il va silloner la planète, jouer sous la baguette de chefs illustres, de Bernard Haitink à Claudio Abbado en passant par Charles Mackerras, graver des disques salués par la critique, et incarner un idéal de goût pour la frange la plus intellectuelle du public se piquant de ne pas succomber aux séductions de l'hédonisme sonore ou du lyrisme facile.

Fin lettré. «C'est toujours l'intelligence qui contrôle et filtre la passion, distingue l'artiste véritable de l'amateur», rappelait-il souvent, au risque de confirmer sa réputation de musicien pédant et hautain auprès de ses détracteurs. Il donna, de fait, des conférences à Yale et à Harvard, mais savait faire preuve d'autodérision lorsqu'il déclara : «Ma carrière est atypique, je ne fus pas un enfant prodige, je ne suis pas juif [contrairement à Horowitz et d'autres, ndlr], mes parents n'étaient pas musiciens, je ne déchiffre pas vite, je ne sais pas pourquoi j'y suis arrivé.»

Du musicien, père et grand-père comblé, qui s'est éteint à son domicile londonien mardi, on garde le souvenir d'un bon vivant, que l'on croisait systématiquement dans le meilleur italien des villes où il se produisait, autant que d'un fin lettré, admirant des hommes de théâtre comme Peter Brook et Giorgio Strehler. Et surtout des écrivains dans lesquels il semblait se reconnaître : Flaubert «pour son côté à la fois sans pitié et drôle», et Stendhal «pour la clarté, l'absence de prétention, la vitalité incroyable de sa phrase, et le mélange de rationalité et de passion».

ÉRIC DAHAN



Alfred Brendel à Vienne en décembre 2008. PHOTO DIETER NAGEL. AFP

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification a un caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dit « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EUR) 123€ HT CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237€ HT).

93 SEINE-SAINT-DENIS

Avis divers



Découvrez le futur visage de la Porte de la Villette

Réunion publique

mardi 8 juillet 2025 à 18h

Ecole polyvalente Claude Bernard
118 boulevard Macdonald - Paris 19^e

Avec la participation de vos élus et l'équipe en charge de la conception du projet.

Inscription souhaitée.

Plus d'infos sur le projet
et la concertation sur
paris.fr



Vous avez des besoins en terme d'accessibilité ?

Écrivez à concertation.urbanisme@paris.fr



Concertation organisée selon les modalités définies par la délibération 2021DU101 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

EP 25-553 / contact@publilegal.fr

Votre journal



est habilité pour toutes

**VOS ANNONCES
LÉGALES**

sur les départements

75 | 93 | 94

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

de 9h à 18h au

01 87 39 84 00

ou par mail

legales-libe@teamedia.fr



Réservez vos prochaines vacances à Balaruc les Bains dans l'Hérault

Lieu idéal pour vos vacances en famille sur la côte méditerranée. Location mobil home et emplacement caravane, camping-car et tente. Le camping est situé à 2 km des cures thermal de Balaruc les Bains et vous offre une multitudes d'installations et de services

ouvert jusqu'au 2 novembre 2024 saison 2025 : ouverture le 29 MARS 2025 fermeture 01 Novembre 2025

CAMPING LES VIGNES
1 chemins des vignes 34540
Balaruc les bains
04.67.48.04.93
06.13.04.72.95
camping.lesvignes@free.fr

www.camping-lesvignes.com

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 20

Villégiature

LOCATION APPARTEMENT

76 - TREPORT

LOUE STUDIO 2 Pers.
tout équipé
proche GARE, face aux bateaux,
centre ville, nombreux restaurants,
90 € la nuit,
170 € 2 nuits
240 € 3 nuits,
pont 3 nuits 280 €,
1 semaine 490 €.
Tél : 06 07 09 81 44
Voiles et terrasses TREPORT

Répertoire

annonces@teamedia.fr

01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL Libération

SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Bequembois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Périon (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CLIA (Héric)

Imprimé en France

ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier: France
Taux de fibres recyclées: 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:

PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5564 MOYEN

7	3	6	2	1	4			
						5	6	3
6	2			3		7		1
8	1	6				9		2
5		7				1		8
9							7	5
2			6			9	4	
	9	4						
1	5	9	2	8				



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

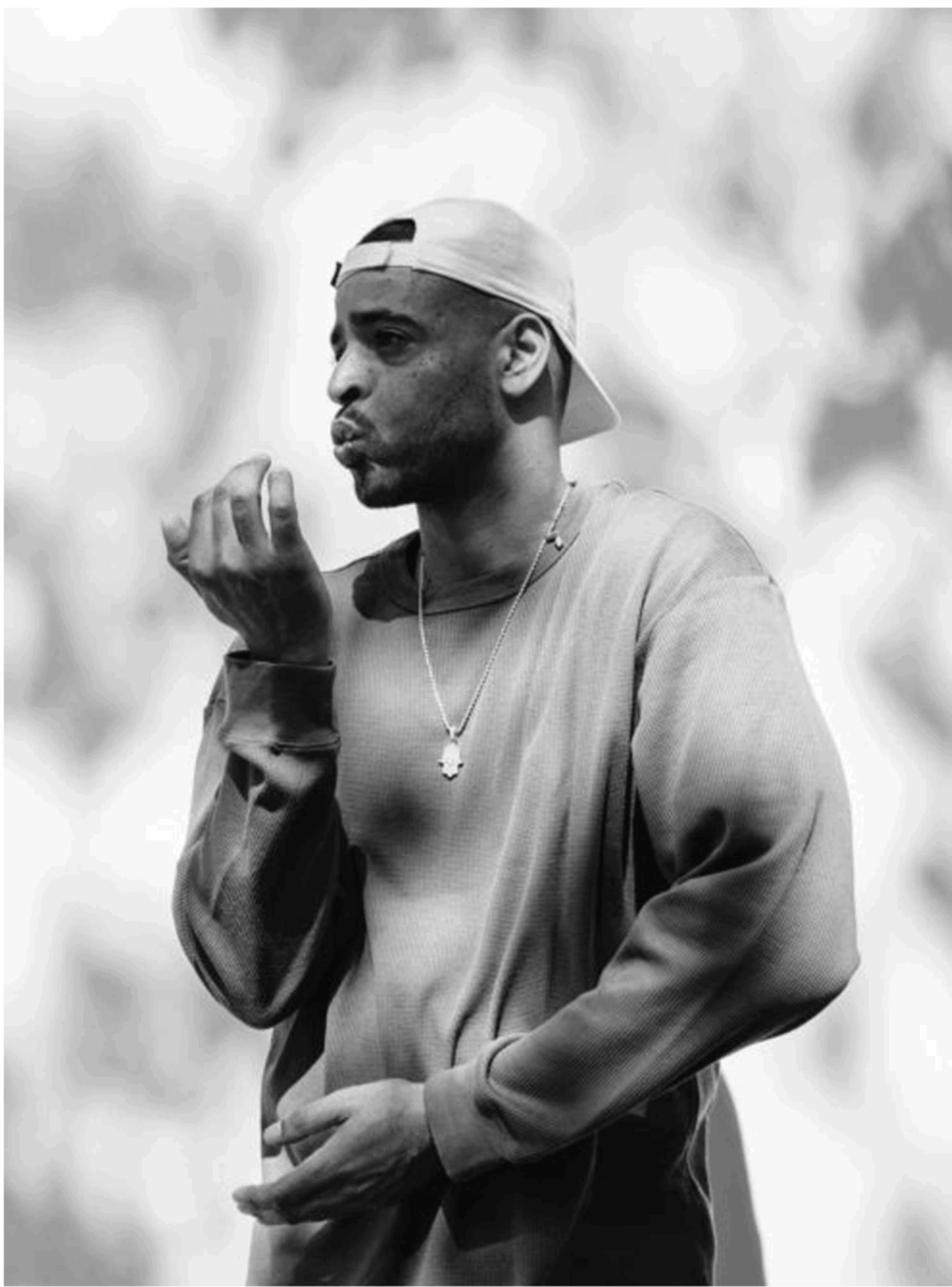
7	6	2	9	4	1	3	5	8
9	3	4	2	5	8	1	6	7
5	8	1	3	6	7	9	2	4
8	4	5	1	9	3	2	7	6
6	9	3	4	7	2	5	8	1
1	2	7	5	8	6	4	9	3
2	5	6	7	3	4	8	1	9
3	7	9	8	1	5	6	4	2
4	1	8	6	2	9	7	3	5

DIFFICILE

1	5	7	4	2	9	6	3	8
3	6	4	7	5	8	9	1	2
8	9	2	6	1	3	4	7	5
7	1	5	9	6	4	8	2	3
6	4	8	1	3	2	5	9	7
2	3							

Pape du popping

Nelson Ewandé Héros du hip-hop hexagonal, mais aussi mondial, le danseur ivryen entend maintenant se mettre au service de sa discipline.



Ivry-sur-Seine, commune du Val-de-Marne aux portes de Paris, est le berceau de Nelson Ewandé, danseur hip-hop et figure emblématique du popping. Cette danse qui mime les mouvements saccadés d'un robot grâce à des contractions et des relâchements explosifs. Il est fier de faire partie d'une génération d'Ivryens qui a réussi à se faire un blaze, à l'instar de son pote handballeur Luc Abalo. Dans son appartement, situé à quelques pas de celui de son enfance, Ewandé nous ouvre les portes de son univers, où se bousculent les strass et les paillettes, l'humilité et un brin de solitude mis au service d'une passion dévorante.

Assis sur la terrasse de son balcon, il émane de lui une curiosité qui détonne avec l'image que nous nous faisons d'un danseur auréolé de la couronne du succès. Nous sommes venus faire son portrait, mais il semble habité par une sincère envie de nous connaître. La question, qu'on balance pour reprendre le contrôle, le fait chanceler et en même temps sourire : au fond, est-ce qu'il n'est pas une étoile qui a la flemme de briller ? Il plaide plutôt pour le sacro-saint particularisme français. L'Hexagone est la seconde patrie du hip-hop derrière les Etats-

LE PORTRAIT

Unis. Et pourtant, certains artistes français à la renommée internationale passent parfaitement inaperçus. Comme lui. Paris abrite la plus grande compétition mondiale de danse hip-hop : le Juste debout. Nelson Ewandé en est un épouvantail. Recordman de victoires dans cet événement, qui met à

l'honneur le hip-hop sans figures au sol, avec quatre titres (2010, 2016, 2018 et mars 2025). Comme un boxeur, il comptabilise les K.O. Plus de cent battles gagnées et dix titres de champion du monde à son actif, en comptant les autres compét' à travers le globe. Depuis presque une décennie, Nelson Ewandé danse aussi avec les stars. En 2017, Matt Pokora lui confie les clés de son clip *Alexandrie, Alexandra*. En 2018, le légendaire producteur milliardaire de rap Dr. Dre débarque à Paris. L'Ivryen se retrouve propulsé dans son orbite, partageant avec lui les nuits électriques de la capitale. Dre est subjugué par la maîtrise du petit Français dans l'art du popping, la précision de ses mouvements. Ils lui rappellent son enfance tumultueuse à Compton (Californie).

Envouté, il partage avec le danseur ses souvenirs de la jungle urbaine de Los Angeles, où le hip-hop reste encore aujourd'hui

une échappatoire. Les réseaux s'affolent. Quelques années plus tard, c'est au tour de l'autre ogre du rap West Coast, Snoop Dogg, de le mettre en lumière. La star longiligne du divertissement relaie une vidéo du Frenchy en train de danser à Séoul. En 2021, Ewandé devient le premier danseur noir à incarner *Casse-Noisette* sur la scène du Théâtre Libre, sous la direction de la chorégraphe franco-espagnole Blanca Li.

Nous pourrions continuer à égrener le chapelet de ses prouesses. Mais un moonwalk vers son enfance s'impose. Nelson Ewandé a grandi dans un environnement bercé par les muses olympiennes. Sa mère, Claire Norma, d'origine Guyanaise, a marqué l'histoire de la danse africaine en devenant la première non Africaine à se produire sur les scènes nationales du Sénégal et du Mali. Partageant la scène avec des légendes telles que Salif Keita. La fondatrice du festival Danses Métisses, qui fêtera cette année sa 21^e édition, est nommée Chevalier des arts et des lettres pour le développement de la danse auprès de la jeunesse guyanaise. Le daron, Doumbé Louis César Ewandé, n'est pas en reste. Le percussionniste métis franco-camerounais et son groupe Percussion Ensemble ont reçu le prix Demba Camara de RFI – les maracas d'or en 1988. «*J'ai grandi entre leurs tournées internationales et les peaux de chèvres et de vache qui séchent dans la baignoire, pour les djembés de mon père.*» Cette vie nomade a un coût. Le couple se sépare. La vie de l'ado est marquée par une dualité. D'un côté, il est souvent seul à la maison – sa mère est en tournée. Mais de l'autre, il est constamment entouré par ses amis. L'appartement familial devient un point de rendez-vous. Celui qui passe son temps à imiter Michael Jackson est repéré par les grands du quartier. Mineur, on le trimballe dans des soirées où il doit se planquer aux chiottes, avant de venir illuminer la scène et éteindre la concurrence en groovant grave. La rue le baptise «Nelson, le danseur de Henri Barbusse». Lors de ses premiers battles, il est accompagné par une quinzaine de potes. «*Ça m'a donné des ailes et forgé une mentalité Dragon Ball Z.*» Il devient, plus tard, le beatmaker du groupe Universal Street, cofondé avec son ami DJ Clyde P, qui est le fils de Rachid Taha.

Claire Norma observe son fils avec inquiétude. Il s'amourache d'une discipline sans cadre à l'avenir incertain : le hip-hop. Après qu'il a obtenu son bac ES, elle lui donne un an pour réussir dans la danse, avant d'apporter sa pièce au ménage monoparental. A l'issue de cette année décisive, Nelson Ewandé décroche le statut d'intermittent du spectacle. A l'heure des premières grandes victoires, sa daronne, apôtre du «*il faut faire deux fois plus quand on est noir avec une tête d'arabe*», reste de marbre et banalise son succès. «*Je crois que j'ai hérité d'elle mon attitude détachée face à la victoire. Je passe rapidement à l'étape d'après,*» analyse le chorégraphe. A l'inverse, son père admire sa longévité au plus haut niveau et le compare avec fierté au boxeur Mike Tyson.

Eduqué par une mère chrétienne, dans une famille diverse sur le plan religieux, Nelson Ewandé est croyant, mais n'a pas choisi de chapelle. Il vit avec sa compagne et son fils de 13 ans, issu d'une première union et férus de foot. Son avenir ? Vingt ans après son premier battle, Nelson Ewandé a d'autres envies. Après avoir parcouru le monde à trois reprises, il possède une vision claire et précise des besoins de la culture hip-hop. Le batteur sait que les face-à-face mènent à tout à condition d'en sortir indemne. Aujourd'hui, il incarne la culture hip-hop en tant que figure emblématique, et il est déterminé à assumer pleinement ce statut, aspire à devenir un leader d'opinion influent dans son milieu, fort de son impact sur les générations montantes.

Ses ambitions sont vastes : organiser des festivals en Afrique et dans les Caraïbes, fédérer la communauté autour de cette culture vibrante et la représenter dans les institutions les plus prestigieuses. Nelson Ewandé se sent enfin prêt à mettre son empreinte sur l'avenir de ce mouvement qu'il chérit, mais à son rythme, en gardant un pied dehors. Particularisme toujours.

Par **BALLA FOFANA**
Photo **CAMILLE MCOUAT**